

LET'S DREAM
TOGETHER OF
A NEW RESPONSIBLE
WORLD...

BMCE BANK OF AFRICA
البنك المغربي للتجارة الخارجية لإفريقيا
ΘΕΤΟΣΘ ΘΟΙΚ ΣΗ ΟΗΟΣΚΟ



Communication financière

Résultats 2017



bmcebank.ma

ETATS FINANCIERS CONSOLIDES ET SOCIAUX AU 31 DECEMBRE 2017

1.1. RÉSUMÉ DES PRINCIPES COMPTABLES APPLIQUÉS PAR LE GROUPE

1.1.1. Normes comptables applicables

Le Groupe BMCE Bank Of Africa a adopté les normes internationales d'information financière IFRS depuis l'arrêté des comptes consolidés au 30 juin 2008, avec un bilan d'ouverture au 1^{er} janvier 2007.

Les comptes consolidés du Groupe BMCE Bank Of Africa sont établis conformément aux normes comptables internationales (International Financial Reporting Standards - IFRS), telles qu'elles ont été approuvées au sein de l'IASB.

Le Groupe n'a pas anticipé l'application des nouvelles normes, amendements et interprétations adoptés par l'IASB lorsque l'application rétrospective est autorisée.

1.1.2. Principes de consolidation

a. Périmètre de consolidation

Le périmètre de consolidation intègre toutes les entités étrangères et nationales, dont le Groupe détient des participations directes ou indirectes.

Le Groupe BMCE Bank Of Africa intègre dans son périmètre de consolidation les entités, quelles que soient leurs activités, dont il détient au moins 20% de ses droits de vote existants et potentiels.

Par ailleurs, il intègre les entités dont les montants consolidés remplissent les conditions suivantes :

- Le total du bilan de la filiale est supérieur à 0,5% du total du bilan de l'entité mère ;
- La situation nette de la filiale est supérieure à 0,5% de la situation nette de l'entité mère ;
- Les produits bancaires de la filiale sont supérieurs à 0,5% des produits bancaires de l'entité mère ;
- Seuils « cumulatifs » qui permettent de s'assurer que le total combiné des entités exclues de la consolidation ne dépasse pas 5% de l'agrégat en consolidé.

b. Les méthodes de consolidation

Le niveau d'intégration, (une intégration globale ou une mise en équivalence) varie respectivement selon que le Groupe exerce un contrôle exclusif, conjoint ou une influence notable.

Au 31 décembre 2017, aucune filiale du Groupe n'est contrôlée de manière conjointe.

c. Les règles de consolidation

Les Etats financiers consolidés sont établis en utilisant des méthodes comptables uniformes pour des transactions et autres événements semblables dans des circonstances similaires.

Élimination des opérations réciproques

Les soldes réciproques résultant d'opérations réalisées entre sociétés consolidées du Groupe ainsi que les opérations elles-mêmes, y compris les produits, les charges et les dividendes, sont éliminés. Les profits et les pertes réalisés du fait de cessions d'actifs à l'intérieur du Groupe sont éliminés, sauf dans l'hypothèse où l'actif cédé est considéré comme durablement déprécié.

Conversion des comptes en devises étrangères

Les comptes consolidés du Groupe BMCE Bank Of Africa sont établis en dirham. La conversion des comptes des entités dont la monnaie fonctionnelle est différente du dirham est effectuée par application de la méthode du cours de clôture. Selon cette méthode, tous les éléments d'actif et de passif, monétaires ou non monétaires, sont convertis au cours de change en vigueur à la date de clôture de l'exercice. Les produits et les charges sont convertis au cours moyen de la période.

d. Regroupement d'entreprises et évaluation des écarts d'acquisition

Coût d'un regroupement d'entreprise

Le coût d'un regroupement d'entreprises est évalué comme le total des justes valeurs des actifs remis, des passifs encourus ou assumés, et des instruments de capitaux propres émis par l'acquéreur, en échange du contrôle de l'entreprise acquise. Les frais connexes à l'acquisition sont comptabilisés en charges.

Affectation du coût de regroupement d'entreprises aux actifs acquis et aux passifs et passifs éventuels assumés

Le Groupe affecte, à la date d'acquisition, le coût d'un regroupement d'entreprises en comptabilisant les actifs, les passifs et les passifs éventuels identifiables de l'entreprise acquise qui satisfont aux critères de comptabilisation à leur juste valeur respective à cette date.

Toute différence positive entre le coût du regroupement d'entreprises et la part d'intérêt du Groupe dans la juste valeur nette des actifs, passifs et passifs éventuels identifiables est constatée au niveau de l'écart d'acquisition.

Ecart d'acquisition

A la date d'acquisition, l'écart d'acquisition est comptabilisé à l'actif. Il est initialement évalué à son coût, c'est-à-dire l'excédent du coût du regroupement d'entreprises sur la part d'intérêt du Groupe dans la juste valeur nette des actifs, passifs et passifs éventuels identifiables.

Le Groupe pratique, à partir de 2012, la méthode du « Goodwill complet » pour les nouvelles acquisitions. Cette méthode consiste à déterminer l'écart d'acquisition sur la base de l'excédent du prix du regroupement d'entreprises et du montant des intérêts minoritaires sur la juste valeur des actifs, passifs et passifs éventuels identifiables.

Il est à noter que le Groupe n'a pas retraité les regroupements d'entreprises intervenus antérieurement au 01/01/2008, date de la première transition, selon la norme IFRS 3 et ce en application de l'exemption offerte par l'IFRS 1.

Evaluation de l'écart d'acquisition

Après sa comptabilisation initiale, l'écart d'acquisition est évalué à son coût diminué du cumul des pertes de valeur.

Conformément aux dispositions de la norme IAS 36, des tests de dépréciation doivent être réalisés lorsqu'apparaît un risque de dépréciation durable, et en tout état de cause une fois par an, pour vérifier que les écarts d'acquisition constatés pour chaque UGT n'ont pas lieu d'être dépréciés.

Au 31 décembre 2017, le groupe a effectué des tests de dépréciation pour s'assurer que la valeur comptable des unités génératrices de trésorerie est toujours inférieure à la valeur recouvrable.

La valeur recouvrable d'une unité génératrice de trésorerie est définie comme la valeur la plus élevée entre sa juste valeur nette des coûts de vente et sa valeur d'utilité, la juste valeur étant le prix de vente d'une UGT à des conditions normales de marché.

La valeur d'utilité est basée sur une estimation des cash flows actualisés générés par l'activité dans le cadre de son exploitation par la banque :

- Si la valeur recouvrable de la filiale est supérieure à celle comptable, alors il n'y a pas lieu de constater d'impairment ;
- Dans le cas contraire, la différence est constatée en charge d'impairment. Elle sera en priorité allouée à l'écart d'acquisition, puis aux autres actifs sur la base d'un prorata.

La banque a utilisé différentes méthodes pour la valorisation de la valeur d'utilité des UGT, selon les critères de chaque filiale. Ces méthodes se sont basées sur des hypothèses et estimations :

- L'approche par les revenus, communément appelée « Discounted Dividend Model », qui est une méthode classique dans le secteur bancaire. La mise en œuvre de cette méthode repose sur le business plan de la filiale et valorise ainsi cette dernière par le biais de la valeur actuelle des flux de dividendes futurs. Ces flux seront actualisés au coût des fonds propres.

- La méthode des « Discounted Cash flows » est une méthode traditionnelle pour l'évaluation des firmes dans le secteur des services. Elle se base sur l'actualisation des flux de trésorerie disponibles au coût moyen pondéré du capital.

Acquisitions successives

Conformément aux dispositions de la norme IFRS 3 Révisée, le Groupe ne calcule pas un écart d'acquisition complémentaire sur les acquisitions successives après la prise de contrôle initiale.

En particulier, en cas d'augmentation du pourcentage d'intérêt dans une entité déjà consolidée par intégration globale, l'écart entre le coût d'acquisition de la quote-part supplémentaire d'intérêts et la quote-part acquise de l'actif net de l'entité à cette date est enregistré dans les réserves consolidées part du Groupe.

1.1.3. Actifs et passifs financiers

a. Prêts et créances

La catégorie « Prêts et créances » inclut les crédits consentis par le Groupe.

Les prêts et créances sont comptabilisés initialement à leur juste valeur, qui est, en règle générale, le montant net décaissé à l'origine, et comprend les coûts d'origine directement imputables à l'opération ainsi que certaines commissions perçues (commissions de participation et d'engagement, frais de dossier), analysées comme un ajustement du rendement effectif du prêt.

Les prêts et créances sont évalués ultérieurement au coût amorti, et les intérêts, ainsi que les coûts de transaction et commissions inclus dans la valeur initiale des crédits concourent à la formation du résultat de ces opérations sur la durée du crédit calculé selon la méthode du taux d'intérêt effectif.

b. Titres

Catégories de titres

Les titres détenus par le Groupe peuvent être classés en trois catégories.

Actifs financiers à la valeur de marché par résultat

Cette catégorie regroupe les actifs et passifs financiers détenus à des fins de transaction. Ils sont évalués à leur juste valeur en date de clôture et portés au bilan dans la rubrique « actifs ou passifs à la juste valeur par résultat ». Les variations de juste valeur sont enregistrées dans le résultat de la période dans la rubrique « Gains ou pertes nets sur instruments financiers à la juste valeur par résultat ».

Un instrument est désigné à la juste valeur par résultat uniquement quand ces conditions sont respectées :

- La désignation élimine ou réduit significativement une incohérence d'évaluation ou de comptabilisation qui surviendrait s'il en était autrement
- Un groupe d'actifs financiers, de passifs financiers ou les deux est géré, et sa performance évaluée, sur la base de la juste valeur conformément à une stratégie documentée de gestion de risques ou d'investissement.
- Les caractéristiques économiques et les risques du dérivé incorporé ne sont pas étroitement liés aux caractéristiques économiques et aux risques du contrat hôte (voir appendice A, paragraphes AG30 et AG33) ;

Les actifs financiers et les passifs financiers à la juste valeur par le compte de résultat sont comptabilisés dans le bilan à leur juste valeur. Les variations de juste valeur sur les actifs et passifs financiers désignés à la juste valeur sont comptabilisées en pertes ou gains dans le compte de résultat.

Les intérêts sont comptabilisés dans les produits d'intérêts et charges d'intérêts tandis que les dividendes sont comptabilisés dans les autres produits d'exploitation quand le droit au paiement est établi.

Il est à signaler que le Groupe n'a pas désigné dès l'origine des actifs et passifs financiers non dérivés à la juste valeur en contrepartie du compte de résultat conformément à l'option offerte par l'IAS 39.

En 2013, la banque a émis un emprunt à l'international de 300 millions de dollars à taux fixe. Cet emprunt est couvert par un swap de même caractéristique que ceux de l'emprunt (un taux fixe et contre un taux variable). Cette opération est qualifiée de couverture de juste valeur. L'emprunt et le swap sont ainsi valorisés à la juste valeur par résultat.

Actifs financiers détenus jusqu'à l'échéance

La catégorie des « Actifs financiers détenus jusqu'à l'échéance » comprend les titres à revenu fixe ou déterminable, et assortis d'une maturité fixe, que le Groupe a l'intention et la capacité de détenir jusqu'à leur échéance.

Ils sont évalués après leur acquisition au coût amorti selon la méthode du taux d'intérêt effectif, qui intègre l'amortissement des primes et décotes correspondant à la différence entre la valeur d'acquisition et la valeur de remboursement de ces titres ainsi que les frais d'acquisition des titres s'ils sont significatifs. Ils peuvent faire l'objet, le cas échéant, de dépréciations en cas de défaillance de l'émetteur. Les revenus perçus sur ces titres sont présentés sous la rubrique « Intérêts et produits assimilés » du compte de résultat.

Actifs financiers disponibles à la vente

La catégorie des « Actifs financiers disponibles à la vente » comprend les titres à revenu fixe ou à revenu variable qui ne relèvent pas des deux catégories précédentes.

Les titres classés dans cette catégorie sont initialement comptabilisés à leur valeur de marché, frais de transaction inclus lorsque ces derniers sont significatifs. En date d'arrêté, ils sont évalués à leur valeur de marché et les variations de celle-ci, présentées sous une rubrique spécifique des capitaux propres. Lors de la cession des titres, ces gains ou pertes latents précédemment comptabilisés en capitaux propres sont constatés en compte de résultat sous la rubrique « Gains ou pertes nets sur actifs financiers disponibles à la vente ». Il en est de même en cas de dépréciation.

Les revenus comptabilisés selon la méthode du taux d'intérêt effectif sur les titres à revenu fixe de cette catégorie sont présentés dans l'agrégat « Intérêts et produits assimilés » du compte de résultat.

Les dividendes perçus sur les titres à revenu variable sont présentés dans l'agrégat « Gains ou pertes nets sur actifs financiers disponibles à la vente » lorsque le droit du Groupe à les recevoir est établi.

Acquisitions et cessions temporaires

Opérations de pension

Les titres faisant l'objet d'une mise en pension restent comptabilisés au bilan du Groupe dans leur poste d'origine.

L'obligation de restituer les sommes encaissées est inscrite en Dettes au passif du Bilan.

Les titres acquis temporairement dans le cas d'une prise en pension ne sont pas comptabilisés au bilan du Groupe. Le droit à restitution des sommes délivrées par le Groupe est inscrit à l'actif du bilan en « prêts et créances ».

Opérations de prêts et emprunts de titres

Les opérations de prêts de titres ne donnent pas lieu à la décomptabilisation des titres prêtés et les opérations d'emprunts de titres donnent lieu à la comptabilisation au bilan des titres empruntés en contrepartie d'une dette au passif.

Date de comptabilisation des opérations sur titres

Les titres en valeur de marché par résultat ou classés en actifs financiers détenus jusqu'à l'échéance ou en actifs financiers disponibles à la vente sont comptabilisés en date de négociation.

Les opérations de cession temporaire de titres (qu'elles soient comptabilisées en prêts et créances ou en dettes) ainsi que les ventes de titres empruntés sont comptabilisées initialement en date de règlement livraison.

Ces opérations sont maintenues au bilan jusqu'à l'extinction des droits du Groupe à recevoir les flux qui leur sont attachés ou jusqu'à ce que le Groupe ait transféré substantiellement tous les risques et avantages qui leur sont liés.

c. Opérations en devises

Actifs et passifs monétaires libellés en devises

Les actifs et passifs monétaires libellés en devises sont convertis dans la monnaie fonctionnelle de l'entité concernée du Groupe au cours de clôture. Les écarts de change sont comptabilisés en résultat, à l'exception des écarts de change relatifs à des instruments financiers désignés comme instruments de couverture de résultats futurs ou de couverture d'investissement net en devises qui sont, dans ce cas, comptabilisés en capitaux propres.

d. Dépréciation et restructuration des actifs financiers

Dépréciations sur prêts et créances et sur actifs financiers détenus jusqu'à l'échéance, dépréciations sur engagements de financement et de garantie

A chaque date de clôture, le Groupe détermine s'il existe une indication objective de dépréciation d'un actif financier ou d'un Groupe d'actifs financiers résultant d'un ou de plusieurs événements survenus après la comptabilisation initiale, que cet événement affecte les flux de trésorerie futurs dans leur valeur ou leur échéancier et que ses conséquences peuvent être estimées de façon fiable.

Le Groupe apprécie en premier lieu si des indications objectives de dépréciation existent individuellement, pour des actifs individuellement significatifs, de même que individuellement ou collectivement, pour des actifs financiers qui ne sont pas individuellement significatifs.

Si le Groupe détermine qu'il n'existe pas d'indications objectives de dépréciation pour un actif financier considéré individuellement, significatif ou non, il inclut cet actif dans un Groupe d'actifs financiers représentant des caractéristiques de risque de crédit similaires et les soumet collectivement à un test de dépréciation.

Au niveau individuel, constitue notamment une indication objective de perte de valeur toute donnée observable afférente aux événements suivants :

- L'existence d'impayés ;
- La connaissance ou l'observation de difficultés financières significatives de la contrepartie telles qu'il est possible de conclure à l'existence d'un risque avéré, qu'un impayé ait été ou non constaté ;
- Les concessions consenties aux termes des crédits, qui ne l'auraient pas été en l'absence de difficultés financières de l'emprunteur.

La dépréciation est mesurée comme la différence entre la valeur comptable et la valeur actualisée au taux d'intérêt effectif d'origine de l'actif des composantes jugées recouvrables (principal, intérêts, garanties...).

Le Groupe répartit le portefeuille des créances douteuses comme suit :

Créances individuellement significatives : Revue individuelle de chacun des dossiers pour estimer les flux de recouvrement et les positionner dans le temps. La dépréciation en IFRS correspond à la différence entre l'encours débiteur et la somme des recouvrements attendus actualisés

Les créances non individuellement significatives : La population non couverte de manière individuelle fait l'objet d'une segmentation en classes homogènes de risque et fait l'objet d'un traitement suivant un modèle statistique, fondé sur des données historiques, des flux de recouvrement par année de déclassement approprié à chaque classe homogène des risques.

Les contreparties ne représentant pas des indicateurs de dépréciation

Ces créances font l'objet d'une analyse du risque par portefeuilles homogènes, fondé sur des données historiques, ajustées si nécessaire pour tenir compte des circonstances prévalant à la date de l'arrêté. Cette analyse permet d'identifier les Groupes de contreparties qui, compte tenu d'événements survenus depuis la mise en place des crédits, ont atteint collectivement une probabilité de défaut à maturité qui fournit une indication objective de perte de valeur sur l'ensemble du portefeuille, sans que cette perte de valeur puisse être à ce stade allouée individuellement aux différentes contreparties composant le portefeuille.

Cette analyse fournit également une estimation des pertes afférentes aux portefeuilles concernés en tenant compte de l'évolution du cycle économique sur la période analysée.

L'exercice du jugement expérimenté des métiers ou du Pôle Risques Groupe peut conduire le Groupe à constater des dépréciations collectives additionnelles au titre d'un secteur économique ou d'une zone géographique affectés par des événements économiques exceptionnels, le Groupe établit dans ce sens des watch lists qui représentent la liste des comptes à risque.

Les dotations et reprises des dépréciations de valeur des actifs sont enregistrées dans le compte de résultat, dans la rubrique « Coût du risque » tandis que la reprise dans le temps des effets de l'actualisation constitue la rémunération comptable des créances dépréciées et est enregistrée en intérêts et produits assimilés au compte de résultat.

Renégociations de prêts dans les comptes des prêteurs (« forbearance »)

La Banque respecte les exigences des normes IFRS en matière de traitement des « forbearance » et notamment pour les crédits restructurés. Les flux futurs sont actualisés au Taux d'Intérêt Effectif d'origine et la différence entre ce montant et la valeur comptable est enregistrée immédiatement en coût du risque. Cette décote est réintégrée sur la durée de vie du crédit dans la marge d'intérêt.

Dépréciation des actifs financiers disponibles à la vente

Les « Actifs financiers disponibles à la vente », essentiellement composés d'instruments de capitaux propres, sont dépréciés par contrepartie du compte de résultat lorsqu'existe une indication objective de dépréciation résultant d'un ou plusieurs événements intervenus depuis l'acquisition.

Le Groupe a défini deux critères de dépréciation non cumulatifs pour les instruments de capitaux propres inscrits au niveau des actifs financiers disponibles à la vente, l'un fondé sur la baisse significative du cours du titre en considérant comme significative une baisse du cours supérieure à 40 % de la valeur d'acquisition, un autre fondé sur la baisse durable à travers l'observation d'une moins-value latente sur une année.

Pour les instruments cotés sur un marché actif, la dépréciation est déterminée sur la base du cours coté, pour les instruments non cotés sur la base de la valeur de modèle estimés selon des méthodes de valorisation usuelles.

Pour les instruments de capitaux propres non cotés, les critères de dépréciation retenus se déclinent comme suit :

- La probabilité croissante de faillite ou autre restructuration financière du titre
- La disparition d'un marché actif pour cet actif financier, à la suite de difficultés financières des données observables indiquant une diminution évaluable des flux de trésorerie futurs estimés provenant d'un groupe d'actifs financiers depuis la comptabilisation initiale de ces actifs, bien que la diminution ne puisse pas encore être rattachée à chaque actif financier du groupe.

La dépréciation des instruments de capitaux propres est enregistrée au sein du Produit Net Bancaire sous la rubrique « Gains ou pertes nets sur actifs financiers disponibles à la vente » et ne peut être reprise en compte de résultat, le cas échéant, qu'à la date de cession du titre. En outre, toute baisse ultérieure de la valeur de marché constitue une dépréciation reconnue en résultat.

Pour les instruments de dettes, la dépréciation se fait de la même manière que les prêts et créances, soit une dépréciation sur base individuelle en cas d'indices de dépréciation durable et sur base collective en l'absence d'indices de dépréciation.

Compte tenu de la nature du portefeuille, le Groupe n'est pas concerné par la dépréciation des instruments de dette.



Restructuration des actifs classés dans la catégorie « Prêts et créances »

Une restructuration pour cause de difficultés financières de l'emprunteur d'un actif classé dans la catégorie « Prêts et créances » se définit comme une modification des termes et conditions de la transaction initiale que le Groupe n'envisage que pour des raisons économiques ou juridiques liées aux difficultés financières de l'emprunteur, et telle qu'il en résulte une moindre obligation du client, mesurée en valeur actuelle, à l'égard du Groupe par rapport aux termes et conditions de la transaction avant restructuration.

Au moment de la restructuration, l'actif restructuré fait l'objet d'une décote pour amener sa valeur comptable au montant actualisé au taux d'intérêt effectif d'origine de l'actif des nouveaux flux futurs attendus.

La modification à la baisse de valeur de l'actif est enregistrée dans le compte de résultat, dans la rubrique « Coût du risque ».

Pour chaque dossier, la décote à la date de renégociation a été recalculée sur la base des échéanciers d'origine et des conditions de renégociation.

La décote est calculée comme la différence entre :

- La somme, à la date, de renégociation des flux contractuels initiaux actualisés au taux d'intérêt effectif.
- La somme, à la date, de renégociation des flux contractuels renégociés actualisés au taux d'intérêt effectif. La décote nette d'amortissement est comptabilisée en diminution de l'encours du crédit en contrepartie du résultat, les amortissements seront ensuite comptabilisés en PNB.

e. Dettes émises représentées par un titre

Les instruments financiers émis par le Groupe sont qualifiés d'instruments de dettes s'il existe une obligation contractuelle pour la société du Groupe émettrice de ces instruments de délivrer du numéraire ou un actif financier au détenteur des titres. Il en est de même dans les cas où le Groupe peut être contraint à échanger des actifs ou des passifs financiers avec une autre entité à des conditions potentiellement défavorables, ou de livrer un nombre variable de ses propres actions.

Il s'agit pour le Groupe des certificats de dépôts émis par les banques du Groupe notamment BMCE Bank Of Africa et BANK OF AFRICA ainsi que les bons de sociétés de financement émis par MAGHREBAIL et SALAFIN.

f. Actions propres

Le terme « actions propres » désigne les actions de la société mère BMCE Bank Of Africa et de ses filiales consolidées par intégration globale.

Au 31 décembre 2017, le Groupe ne détient pas d'actions propres.

g. Instruments dérivés

Tous les instruments dérivés sont comptabilisés au bilan en date de négociation pour leur prix de transaction. En date d'arrêt, ils sont réévalués à leur valeur de marché.

Ces dérivés sont comptabilisés au bilan dans le poste « Actifs et passifs financiers à la valeur de marché par résultat ». Ils sont comptabilisés en actifs financiers lorsque la valeur de marché est positive, en passifs financiers lorsqu'elle est négative.

Les gains et pertes réalisés et latents sont comptabilisés au compte de résultat en « Gains et pertes nets sur instruments financiers à la valeur de marché par résultat ».

h. Evaluation de la « juste valeur » Risque de crédit propre « DVA » / Risque de contrepartie « CVA ».

La valeur des produits dérivés n'étant pas significative à ce jour, la banque continuerait à surveiller le seuil de signification de cette rubrique pour prendre en compte les ajustements de la juste valeur liés au calcul du Risque de crédit propre « DVA » / Risque de contrepartie « CVA ».

i. Détermination de la juste valeur des instruments financiers

La juste valeur est le montant pour lequel un actif pourrait être échangé ou un passif éteint, entre parties bien informées, consentantes et agissant dans des conditions de concurrence normale.

Sont évalués à la juste valeur les actifs financiers des catégories « actifs financiers à la juste valeur par résultat » et « actifs financiers disponibles à la vente »

La juste valeur retenue dans un premier temps correspond au prix coté lorsque l'instrument financier est coté sur un marché actif.

En l'absence d'un marché actif, la juste valeur est déterminée à l'aide des techniques d'évaluation (modèles internes d'évaluation présentés dans la note 4.15 sur la juste valeur).

Celles-ci, intègrent, en fonction de l'instrument financier, l'utilisation de données issues de transactions récentes effectuées dans des conditions de concurrence normale, de juste valeur d'instruments substantiellement similaires, de modèles d'actualisation des flux ou de valeur comptables réévaluées.

Le caractère actif d'un marché s'apprécie par la disponibilité régulière des cours des instruments financiers et l'existence de transactions réelles intervenant dans des conditions de concurrence normale.

L'appréciation du caractère inactif d'un marché s'appuie sur des indicateurs tels que la baisse significative du volume des transactions et du niveau d'activité sur le marché, de la forte dispersion des prix disponibles entre les différents intervenants de marché ou l'ancienneté des prix provenant de transactions observées.

j. Revenus et charges relatifs aux actifs et passifs financiers

La méthode du taux d'intérêt effectif est utilisée pour la comptabilisation des revenus et charges relatifs aux instruments financiers évalués au coût amorti.

Le taux d'intérêt effectif est le taux d'actualisation qui assure l'identité entre la valeur actualisée des flux de trésorerie futurs sur la durée de vie de l'instrument financier, ou selon le cas sur une durée de vie plus courte, et le montant inscrit au bilan. Le calcul de ce taux tient compte des commissions reçues ou payées et faisant par nature partie intégrante du taux effectif du contrat, des coûts de transaction et des primes et décotes.

k. Coût du risque

La rubrique Coût du risque comprend les dotations nettes des reprises aux dépréciations et provisions pour risque de crédit, les pertes sur créances irrécouvrables et les récupérations sur créances amorties ainsi que des dotations et reprises de provisions pour autres risques notamment les risques opérationnels.

l. Compensation des actifs et passifs financiers

Un actif financier et un passif financier sont compensés et un solde net est présenté au bilan si et seulement si le Groupe a un droit juridiquement exécutoire de compenser les montants comptabilisés et s'il a l'intention soit de régler le montant net soit de réaliser l'actif et de régler le passif simultanément.

Le Groupe ne compense pas les actifs et passifs financiers.

1.1.4. Immobilisations

a. Immobilisations Corporelles:

Le Groupe a opté pour la méthode du coût pour l'évaluation des immobilisations.

Il est à signaler, qu'en application de l'option accordée par IFRS 1, le Groupe a choisi d'évaluer certaines immobilisations corporelles à la date de transition à leur juste valeur et utiliser cette juste valeur en tant que coût présumé à cette date.

Le coût d'entrée des immobilisations intègre les frais d'emprunt supportés à l'occasion en respect de la norme IAS 23.

Dès qu'elles sont aptes à être utilisées, les immobilisations corporelles sont amorties sur leur durée d'utilité.

Compte tenu de la nature des immobilisations du Groupe BMCE Bank Of Africa, le Groupe n'a retenu aucune valeur résiduelle sauf pour le matériel de transport détenu par la filiale LOCASOM.

En effet, les autres actifs du Groupe ne font pas l'objet d'un marché suffisamment actif ou d'une politique de renouvellement sur une durée pratique nettement inférieure à la durée d'utilisation possible pour qu'une valeur résiduelle puisse être retenue.

Cette valeur résiduelle vient en déduction de la base amortissable.

Compte tenu de l'activité du Groupe, l'approche par composants a été appliquée essentiellement pour les immeubles. L'option retenue par le Groupe est la reconstitution du coût historique amorti par composants en appliquant une matrice de décomposition en fonction des caractéristiques propres aux constructions du Groupe BMCE Bank Of Africa.

Matrice de décomposition retenue par BMCE Bank Of Africa

	Immeubles Sièges		Immeubles autres que sièges	
	Durée	QP	Durée	QP
Structure, gros œuvres	80	55%	80	65%
Façade	30	15%		
Installations générales techniques	20	20%	20	15%
Agencements	10	10%	10	20%

Pertes de valeur

Le Groupe a jugé que la notion de perte de valeur ne sera applicable qu'aux constructions et qu'en conséquence le prix de marché (valeur d'expertise) comme indicateur de dépréciation.

b. Immeubles de placement

La norme IAS 40 définit un immeuble de placement comme étant un bien immobilier détenu pour retirer des loyers et/ou valoriser le capital. Un immeuble de placement génère donc des flux de trésorerie largement indépendants des autres actifs de l'entreprise contrairement aux biens immobiliers dont l'objet principal est la production ou la fourniture de biens ou de services.

Le Groupe qualifie en immeuble de placement, toute immobilisation classée socialement en hors exploitation.

Le Groupe BMCE Bank Of Africa a opté pour la méthode du coût pour la valorisation de ses immeubles de placement. Le traitement en matière de valorisation est identique à celui retenu pour la valorisation des immeubles d'exploitation.

Conformément aux exigences du paragraphe 79.e) de la norme IAS40, le Groupe procède à la valorisation de ses immeubles de placement dont le coût d'acquisition est jugé substantiellement significatif à l'occasion de chaque arrêté par le biais de cabinets externes (4.15 sur la juste valeur).

c. Immobilisations incorporelles

L'évaluation initiale d'une immobilisation incorporelle se fait au coût qui est égal au montant de trésorerie ou d'équivalent de trésorerie payé ou à la juste valeur de toute autre contrepartie donnée pour acquérir un actif au moment de son acquisition ou de sa construction.

L'évaluation postérieure se fait au coût amorti, l'immobilisation est alors comptabilisée à son coût diminué du cumul des amortissements et des pertes de valeur.

Le mode d'amortissement retenu traduit le rythme de consommation des avantages économiques futurs.

Les pertes de valeurs sont constatées dès lors que des indices de perte de valeur (internes ou externes) sont présents. Les indices de perte de valeur sont appréciés à chaque clôture.

Compte tenu de la nature des immobilisations incorporelles détenues, le groupe considère que la notion de valeur résiduelle n'est pas pertinente pour les immobilisations incorporelles. En conséquence aucune valeur résiduelle n'est retenue.

1.1.5. Contrats de location

Les différentes sociétés du Groupe peuvent être le preneur ou le bailleur de contrats de location.

Les contrats de location consentis par le Groupe sont analysés en contrats de location-financement (crédit-bail et autres) ou en contrats de location simple.

a. La société du Groupe est le bailleur du contrat de location

Contrats de location-financement

Dans un contrat de location-financement, le bailleur transfère au preneur l'essentiel des risques et avantages de l'actif. Il s'analyse comme un financement accordé au preneur pour l'achat d'un bien.

La valeur actuelle des paiements dus au titre du contrat, augmentée le cas échéant de la valeur résiduelle, est enregistrée comme une créance.

Le revenu net de l'opération pour le bailleur ou le loueur correspond au montant d'intérêts du prêt et est enregistré au compte de résultat sous la rubrique « Intérêts et produits assimilés ». Les loyers perçus sont répartis sur la durée du contrat de location-financement en les imputant en amortissement du capital et en intérêts de façon à ce que le revenu net représente un taux de rentabilité constant sur l'encours résiduel. Le taux d'intérêt utilisé est le taux d'intérêt implicite du contrat.

Les dépréciations constatées sur ces prêts et créances, qu'il s'agisse de dépréciations individuelles ou de dépréciations de portefeuille, suivent les mêmes règles que celles décrites pour les prêts et créances.

Contrats de location simple

Est un contrat de location simple, un contrat par lequel l'essentiel des risques et avantages de l'actif mis en location n'est pas transféré au preneur.

Le bien est comptabilisé à l'actif du bailleur en immobilisations et amorti linéairement sur la période de location. L'amortissement du bien s'effectue hors valeur résiduelle tandis que les loyers sont comptabilisés en résultat pour leur totalité de manière linéaire sur la durée du contrat de location.

Ces loyers et ces dotations aux amortissements sont enregistrés au compte de résultat sur les lignes « Produits des autres activités » et « Charges des autres activités ».

b. La société du Groupe est le preneur du contrat de location

Les contrats de location conclus par le Groupe sont analysés en contrats de location-financement (crédit-bail et autres) ou en contrats de location simple.

Contrats de location financement

Un contrat de location-financement est considéré comme un bien acquis par le preneur et financé par emprunt. L'actif loué est comptabilisé pour sa valeur de marché à l'actif du bilan du preneur ou si celle-ci est inférieure, pour la valeur actualisée des paiements minimaux au titre du contrat de location déterminée au taux d'intérêt implicite du contrat.

En contrepartie, une dette financière d'un montant égal à la valeur de marché de l'immobilisation ou à la valeur actualisée des paiements minimaux est constatée au passif du preneur. Le bien est amorti selon la même méthode que celle applicable aux immobilisations détenues pour compte propre, après avoir déduit de son prix d'acquisition l'estimation de sa valeur résiduelle. La durée d'utilisation retenue est la durée de vie utile de l'actif. La dette financière est comptabilisée au coût amorti.

Contrats de location simple

Le bien n'est pas comptabilisé à l'actif du preneur. Les paiements effectués au titre des contrats de location simple sont enregistrés dans le compte de résultat linéairement sur la période de location.

1.1.6. Actifs non courants détenus en vue de la vente et activités abandonnées

Un actif est classé comme détenu en vue de la vente si sa valeur comptable est recouverte principalement par le biais d'une transaction de vente que par l'utilisation continue.

Le Groupe ne dispose pas au 31 décembre 2017 d'actifs détenus en vue de la vente ou des activités abandonnées.

1.1.7. Avantages au personnel

Classification des avantages au personnel

a. Avantages à court terme

Avantages dus les 12 mois suivant la fin de l'exercice pendant lequel les membres du personnel ont rendu les services correspondants. Ils sont à comptabiliser en charges de l'année.

b. Postérieurs à l'emploi à cotisations définies

L'employeur paye un montant fixe de cotisations à un fonds externe et n'a aucune autre obligation. Les prestations reçues sont déterminées par le cumul des cotisations versées augmentées des éventuels intérêts, ils sont comptabilisés en charges de l'année.

c. Postérieurs à l'emploi à prestations définies

Avantages désignant les avantages postérieurs à l'emploi autres que ceux des régimes à cotisations définies. L'employeur s'engage à verser après le départ des salariés un certain montant d'avantages, quelle que soit la couverture de l'engagement. On comptabilise les provisions constituées.

Pour le Groupe, l'indemnité de fin de carrière rentre dans la catégorie des avantages postérieurs à l'emploi à prestations définies : il s'agit d'une prime octroyée lors du départ en retraite et qui dépend de l'ancienneté.

d. Avantages à long terme

Avantages qui ne sont pas dus intégralement dans les douze mois suivant la fin de l'exercice pendant lequel les membres du personnel ont rendu les services correspondants. Les provisions sont comptabilisées si l'avantage dépend de l'ancienneté.

Pour le Groupe, la médaille du travail rentre dans la catégorie des avantages à long terme : il s'agit d'indemnités versées aux salariés lorsqu'ils atteignent 6 niveaux d'anciennetés compris entre 15 et 40 ans.

e. Indemnités de fin de contrat de travail

Indemnités de rupture de contrat de travail versées en cas de licenciement ou de plan de départ volontaire. L'entreprise peut constituer des provisions si elle est manifestement engagée à mettre fin au contrat de travail des salariés.

a. Méthode d'évaluation

L'évaluation de l'engagement est réalisée en suivant la méthode des unités de crédit projetées « projected unit credit » préconisée par la norme IAS 19. Le calcul se fait individu par individu. L'engagement de la société est constitué de la somme des engagements individuels.

Selon cette méthode, la valeur actuarielle des prestations futures est déterminée en calculant le montant des prestations dues à la date du départ à la retraite en tenant compte d'une projection des salaires et de l'ancienneté à cette date, en prenant en compte les facteurs d'actualisation et de la probabilité de présence et de survie jusqu'à la date de départ à la retraite.

L'engagement représente la valeur actuarielle des prestations futures qui est considérée comme relative aux services passés dans l'entreprise avant la date d'évaluation. Cet engagement est déterminé en appliquant à la valeur actuarielle des prestations futures le ratio de l'ancienneté à la date d'évaluation sur l'ancienneté à la date du départ à la retraite.

Le coût annuel du régime attribuable au coût d'une année de service additionnelle pour chacun des participants est déterminé par le rapport de la valeur actuarielle des prestations futures sur l'ancienneté projetée au moment du départ à la retraite.

b. Principes de comptabilisation

Une provision est comptabilisée au passif du bilan en provision pour couvrir l'intégralité des engagements.

Les différences liées aux changements d'hypothèses de calcul (départs anticipés, taux d'actualisation...) ou constatées entre les hypothèses actuarielles et la réalité (rendement des actifs de couverture...) constituent des écarts actuariels (gains ou pertes).

En application de l'amendement de la norme IAS 19R, ces écarts actuariels ne sont plus amortis et sont comptabilisés directement dans les gains et pertes latents.

Le coût des services passés est étalé sur la durée résiduelle d'acquisition des droits.

La charge annuelle comptabilisée en frais de personnel au titre des régimes à prestations définies comprend :

- les droits supplémentaires acquis par chaque salarié (coût des services rendus) ;
- le coût financier correspondant à l'effet de la désactualisation ;
- le produit attendu des placements dans les fonds de couverture (rendement brut) ;
- l'effet des réductions et liquidations de régimes

1.1.8. Paiement à base d'actions

Le Groupe offre à ses salariés la possibilité de participer à des augmentations de capital dans le cadre de plans d'attribution d'actions.

Des actions nouvelles sont alors proposées avec une décote liée à une période d'incessibilité des actions souscrites.

La charge afférente aux plans attribués est étalée sur la période d'acquisition des droits, dans la mesure où l'obtention de l'avantage est soumise à une condition de présence.

Cette charge, inscrite dans les frais de personnel, dont la contrepartie figure en capitaux propres, est calculée sur la base de la valeur globale du plan, déterminée à la date d'attribution par le Conseil d'Administration.

En l'absence de marché pour ces instruments, des modèles financiers de valorisation prenant en compte le cas échéant les conditions de performance relative de l'action BMCE Bank Of Africa sont utilisés. La charge totale du plan est déterminée en multipliant la valeur unitaire de l'option ou de l'action gratuite attribuée par le nombre estimé d'options ou d'actions gratuites acquises en fin de période d'acquisition des droits compte tenu des conditions de présence des bénéficiaires.

1.1.9. Provisions de passif

Les provisions enregistrées au passif du bilan du Groupe, autres que celles relatives aux instruments financiers, aux engagements sociaux, concernent principalement les provisions pour restructuration, pour litiges, pour amendes, pénalités et risques fiscaux.

Une provision est constituée lorsqu'il est probable qu'une sortie de ressources représentative d'avantages économiques sera nécessaire pour éteindre une obligation née d'un événement passé et lorsque le montant de l'obligation peut être estimé de manière fiable. Le montant de cette obligation est actualisé pour déterminer le montant de la provision, dès lors que cette actualisation présente un caractère significatif.

Une provision pour risques et charges est un passif dont l'échéance ou le montant sont incertains.

3 critères sont prévus par la norme pour la constitution de la provision pour risques et charges :

- obligation actuelle envers un tiers.
- Probabilité de sortie de ressources pour éteindre l'obligation.
- fiabilité de l'évaluation de cette sortie de ressource.



1.1.10. Impôt exigible et différé :

L'impôt exigible est calculé sur la base des règles et taux appliqués dans les pays d'implantation du Groupe.

"L'impôt différé est comptabilisé lorsqu'existent des différences temporelles entre les valeurs comptables des actifs et passifs du bilan et leurs valeurs fiscales".

Un impôt différé passif correspond à un impôt différé à payer. Il est reconnu pour toutes les différences temporelles taxables à l'exception des différences temporelles taxables générées par la comptabilisation initiale d'un écart d'acquisition ou la comptabilisation initiale d'un actif ou d'un passif dans une transaction qui n'est pas un regroupement d'entreprises et qui au moment de la transaction, n'affecte ni le bénéfice comptable ni le bénéfice imposable.

Un impôt différé actif correspond à un impôt à récupérer dans le futur. Il est constaté pour toutes les différences temporelles déductibles et les pertes fiscales reportables dans la mesure où il est probable que l'entité concernée disposera de bénéfices imposables futurs sur lesquels ces différences temporelles et ces pertes fiscales pourront être imputées.

Le Groupe a opté pour l'appréciation de la probabilité de récupération des actifs d'impôt différé.

Les impôts différés dont la probabilité de recouvrement est incertaine ne sont pas activés. La probabilité de recouvrement est appréhendée par les business plans des sociétés concernées.

1.1.11. Tableau des flux de trésorerie

Le solde des comptes de trésorerie et assimilés est constitué des soldes nets des comptes de caisse, banques centrales ainsi que les soldes nets des prêts et emprunts à vue auprès des établissements de crédit.

Les variations de la trésorerie générées par l'activité opérationnelle enregistrent les flux de trésorerie générés par les activités du Groupe, y compris ceux relatifs aux immeubles de placement, aux actifs financiers détenus jusqu'à l'échéance et titres de créances négociables.

Les variations de la trésorerie liées aux opérations d'investissement résultent des flux de trésorerie liés aux acquisitions et aux cessions de filiales, entreprises associées ou coentreprises consolidées ainsi que ceux liés aux acquisitions et aux cessions d'immobilisations, hors immeubles de placement et immeubles donnés en location simple.

Les variations de la trésorerie liées aux opérations de financement comprennent les encaissements et décaissements provenant des opérations avec les actionnaires et les flux liés aux dettes subordonnées et obligataires, et dettes représentées par un titre (hors titres de créances négociables).

1.1.12. Utilisation d'estimations dans la préparation des états financiers

La préparation des États financiers du Groupe exige des responsables des métiers la formulation d'hypothèses et la réalisation d'estimations qui se traduisent dans la détermination des produits et des charges du compte de résultat comme dans l'évaluation des actifs et passifs du bilan et dans la confection des notes annexes qui leur sont relatives.

Cet exercice suppose que les gestionnaires fassent appel à l'exercice de leur jugement et utilisent les informations disponibles à la date d'élaboration des états financiers pour procéder aux estimations nécessaires.

Les résultats futurs définitifs des opérations pour lesquelles les gestionnaires ont recouru à des estimations peuvent à l'évidence s'avérer sensiblement différents de celles-ci notamment en fonction de conditions de marché différentes et avoir un effet significatif sur les états financiers.

Les estimations ayant un effet significatif sur les comptes concernent principalement :

- Les dépréciations (individuelles et collectives) opérées pour couvrir les risques de crédit inhérents aux activités d'intermédiation bancaire ;

Par ailleurs, d'autres estimations sont effectuées par le management et concernent essentiellement :

- Les tests de dépréciation effectués sur les écarts d'acquisition ;
- Les provisions pour les avantages au personnel ;
- La détermination des provisions destinées à couvrir les risques de pertes et charges.

BILAN

En milliers de DH

ACTIF IFRS	déc.-17	déc.-16
Valeurs en caisse, Banques Centrales, Trésor public, Service des chèques postaux	15 497 685	12 155 637
Actifs financiers à la juste valeur par résultat	34 002 616	38 890 923
Instruments dérivés de couverture		2 938
Actifs financiers disponibles à la vente	10 531 128	8 317 725
Prêts et créances sur les Etablissements de crédit et assimilés	25 177 051	21 221 229
Prêts et créances sur la clientèle	183 814 990	179 774 222
Ecart de réévaluation actif des portefeuilles couverts en taux		
Placements détenus jusqu'à leur échéance	23 016 078	25 136 170
Actifs d'impôt exigible	855 725	414 191
Actifs d'impôt différé	793 123	521 548
Comptes de régularisation et autres actifs	6 095 077	6 440 776
Actifs non courants destinés à être cédés		
Participations dans des entreprises mises en équivalence	643 037	631 268
Immeubles de placement	3 824 439	3 746 146
Immobilisations corporelles	7 302 800	6 988 825
Immobilisations incorporelles	937 808	828 970
Ecarts d'acquisition	852 310	852 310
TOTAL ACTIF IFRS	313 343 867	305 922 878

PASSIF IFRS

En milliers de DH

PASSIF IFRS	déc.-17	déc.-16
Banques centrales, Trésor public, Service des chèques postaux		
Passifs financiers à la juste valeur par résultat	1 768 686	2 098 276
Instruments dérivés de couverture	6 008	
Dettes envers les Etablissements de crédit et assimilés	44 958 940	49 708 268
Dettes envers la clientèle	198 783 598	190 050 335
Titres de créance émis	15 101 490	13 186 303
Ecart de réévaluation passif des portefeuilles couverts en taux		
Passifs d'impôt courant	740 856	641 287
Passifs d'impôt différé	1 598 944	1 198 242
Comptes de régularisation et autres passifs	13 419 677	14 278 900
Dettes liées aux actifs non courants destinés à être cédés		
Provisions techniques des contrats d'assurance		
Provisions pour risques et charges	832 490	685 204
Subventions, fonds publics affectés et fonds spéciaux de garantie		
Dettes subordonnées	11 448 754	10 493 376
TOTAL DETTES	288 659 443	282 340 191
Capital et réserves liées	13 748 403	13 299 090
Réserves consolidées		
- Part du groupe	2 427 415	2 934 250
- Part des minoritaires	4 625 624	4 520 991
Gains ou pertes latents ou différés, part du groupe	495 942	-9 794
Gains ou pertes latents ou différés, part des minoritaires	543 259	3 323
Résultat net de l'exercice		
- Part du groupe	2 036 321	2 036 186
- Part des minoritaires	807 460	798 641
TOTAL CAPITAUX PROPRES CONSOLIDÉS	24 684 424	23 582 687
TOTAL PASSIF IFRS	313 343 867	305 922 878

COMPTE DE PRODUITS ET CHARGES

En milliers de DH

	déc.-17	31/12/2016
Intérêts et produits assimilés	14 895 644	14 505 242
Intérêts et charges assimilés	-5 220 279	-5 259 644
MARGE D'INTERÊTS	9 675 365	9 245 598
Commissions perçues	2 732 308	2 572 675
Commissions servies	-315 612	-455 730
MARGE SUR COMMISSIONS	2 416 696	2 116 945
Gains ou pertes nets sur instruments financiers à la juste valeur par résultat	506 845	982 990
Gains ou pertes nets sur actifs financiers disponibles à la vente	228 257	229 923
RESULTAT DES ACTIVITÉS DE MARCHÉ	735 102	1 212 913
Produits des autres activités	1 036 084	884 515
Charges des autres activités	-495 692	-469 956
PRODUIT NET BANCAIRE	13 367 555	12 990 015
Charges générales d'exploitation	-7 015 278	-6 678 453
Dotations aux amortissements et aux dépréciations des immobilisations incorporelles et corporelles	-747 408	-696 947
RESULTAT BRUT D'EXPLOITATION	5 604 869	5 614 615
Coût du risque	-1 794 180	-1 616 531
RESULTAT D'EXPLOITATION	3 810 689	3 998 084
Quote-part du résultat net des entreprises mises en équivalence	12 827	103 652
Gains ou pertes nets sur autres actifs	14 815	-111 741
Variations de valeurs des écarts d'acquisition		-31 514
RESULTAT AVANT IMPÔTS	3 838 331	3 958 481
Impôts sur les bénéfices	-994 550	-1 123 654
RESULTAT NET	2 843 781	2 834 827
Résultat hors groupe	807 460	798 641
RESULTAT NET PART DU GROUPE	2 036 321	2 036 186
Résultat par Action (EN MAD)	11,35	11,35
Résultat dilué par Action (EN MAD)	11,35	11,35

ÉTAT DU RÉSULTAT NET ET DES GAINS ET PERTES COMPTABILISÉS DIRECTEMENT EN CAPITAUX PROPRES

En milliers de DH

	31/12/2017	31/12/2016
Résultat net	2 843 781	2 834 827
Gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres et qui seront reclassés ultérieurement en résultat	1 098 161	-79 054
Écarts de conversion	-31 826	-4 909
Actifs financiers disponibles à la vente	1 129 987	-74 145
Écarts de réévaluation	1 129 987	-74 145
Gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres et qui ne seront pas reclassés ultérieurement en résultat	-49 166	-49 166
Écarts actuariels sur les régimes à prestations définies	-49 166	
Quote part des gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres sur entreprises MEE		
Total des gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres	1 048 995	-79 054
Résultat net et gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres	3 892 776	2 755 773
Part du groupe	2 542 057	1 960 805
Part des intérêts minoritaires	1 350 719	794 968

Ernst & Young
 31 Bd Abdellatif Ben Kaddour
 20 050 Casablanca
 Maroc

11 Avenue Bir Hacem
 Soudi 10000 RABAT
 Maroc

GROUPE BMCE BANK OF AFRICA
ATTESTATION DES COMMISSAIRES AUX COMPTES SUR LA SITUATION PROVISOIRE CONSOLIDÉE
PÉRIODE DU 1^{er} JANVIER AU 31 DÉCEMBRE 2017

Nous avons procédé à un examen limité de la situation provisoire de BMCE Bank of Africa et ses filiales (Groupe BMCE Bank of Africa) comprenant le bilan, le compte de résultat, l'état du résultat global, le tableau des flux de trésorerie, l'état de variation des capitaux propres et une sélection de notes explicatives au terme de la période du 1^{er} janvier au 31 décembre 2017. Cette situation provisoire fait ressortir un montant de capitaux propres consolidés totalisant KMAD 24.684.424, dont un bénéfice net consolidé de KMAD 2.843.781.

Nous avons effectué notre examen limité selon les normes de la profession au Maroc. Ces normes requièrent que l'examen limité soit planifié et réalisé en vue d'obtenir une assurance modérée que la situation provisoire des états financiers consolidés cités au premier paragraphe ci-dessus ne comporte pas d'anomalie significative. Un examen limité comporte essentiellement des entretiens avec le personnel de la société et des vérifications analytiques appliquées aux données financières ; il fournit donc un niveau d'assurance moins élevé qu'un audit. Nous n'avons pas effectué un audit et, en conséquence, nous n'exprimons donc pas d'opinion d'audit.

BMCE Bank dispose d'un stock d'actifs immobiliers hors exploitation, acquis principalement par voie de donations, pour un montant total de 5,5 milliards de dirhams au 31 décembre 2017. Compte tenu des risques inhérents à ces actifs immobiliers, et notamment des incertitudes liées à leurs valeurs de réalisation et à leurs délais d'écoulement, nous ne sommes pas en mesure de nous prononcer sur la valeur de ces actifs au 31 décembre 2017.

Sur la base de notre examen limité et sous réserve de l'incidence de la situation décrite au paragraphe ci-dessus, nous n'avons pas relevé de faits qui nous laissent penser que les états consolidés, ci-joints, ne donnent pas une image fidèle du résultat des opérations de la période écoulée ainsi que de la situation financière et du patrimoine du Groupe BMCE Bank of Africa arrêtés au 31 décembre 2017, conformément aux normes comptables internationales (IAS/IFRS).

Casablanca, le 30 mars 2018

Ernst & Young

Abdellatif BERRADA ALLAM
Associé

Les Commissaires aux Comptes

KPMG

Jamal SAAD EL IDRISSE
Associé

VARIATION DES CAPITAUX PROPRES

En milliers de DH

	Capital	Réserves liées au capital	Actions propres	Réserves et résultats consolidés	Total d'actifs et passifs comptabilisés directement en capitaux propres	Capitaux Propres Part Groupe	Intérêts minoritaires	Total
Capitaux propres clôture 31.12.2015 corrigés	1 794 634	11 104 784		4 057 036	65 587	17 022 041	5 087 511	22 109 552
Changement de méthodes comptables								
Capitaux propres clôture 31.12.2015 corrigés	1 794 634	11 104 784		4 057 036	65 587	17 022 041	5 087 511	22 109 552
Opérations sur capital		399 672		-399 672				
Paielements fondés sur des actions								
Opérations sur actions propres								
Dividendes				-947 308		-947 308	-455 689	-1 402 997
Résultat de l'exercice				2 036 186		2 036 186	798 641	2 834 827
Variations d'actifs et passifs comptabilisés directement en capitaux propres					-70 472	-70 472	-3 673	-74 145
Ecart de conversion					-4 909	-4 909		-4 909
Gains ou pertes latents ou différés					-75 381	-75 381	-3 673	-79 054
Variation de périmètre				94 400		94 400	-68 140	26 260
Autres variations				129 794		129 794	-35 695	94 099
Capitaux propres clôture 31.12.2016 corrigés	1 794 634	11 504 456		4 970 436	-9 794	18 259 732	5 322 955	23 582 687
Changement de méthodes comptables								
Capitaux propres clôture 31.12.2016	1 794 634	11 504 456		4 970 436	-9 794	18 259 732	5 322 955	23 582 687
Opérations sur capital		449 313		-449 313				
Paielements fondés sur des actions								
Opérations sur actions propres								
Dividendes				-897 317		-897 317	-523 494	-1 420 811
Résultat de l'exercice				2 036 321		2 036 321	807 460	2 843 781
Variations d'actifs et passifs comptabilisés directement en capitaux propres					-408 252	-408 252	442 957	34 705
Ecart de conversion					-31 826	-31 826		-31 826
Gains ou pertes latents ou différés					-440 078	-440 078	442 957	2 879
Variation de périmètre				-92 449		-92 449	25 910	-66 539
Autres variations				-158 128		-158 128	-99 445	-257 573
Capitaux propres clôture 31.12.2017	1 794 634	11 953 769		5 409 550	-449 872	18 708 081	5 976 343	24 684 424

TABLEAU DES FLUX DE TRÉSORERIE

En milliers de DH

	NOTE	31/12/2017	31/12/2016
Résultat avant impôts		3 838 331	3 958 481
+/- Dotations nettes aux amortissements des immobilisations corporelles et incorporelles	2,9	747 408	696 947
+/- Dotations nettes pour dépréciation des écarts d'acquisition et des autres immobilisations			31 514
+/- Dotations nettes pour dépréciation des actifs financiers		-16 898	-39 470
+/- Dotations nettes aux provisions	2,6	561 456	1 633 772
+/- Quote-part de résultat liée aux sociétés mises en équivalence	4,10	-12 827	-103 652
+/- Perte nette/(gain net) des activités d'investissement		-930 281	-1 061 663
+/- Perte nette/(gain net) des activités de financement			
+/- Autres mouvements		-1 406 990	-541 722
Total des éléments non monétaires inclus dans le résultat net avant impôts et des autres ajustements		-1 058 132	615 726
+/- Flux liés aux opérations avec les établissements de crédit et assimilés		2 079 434	59 915
+/- Flux liés aux opérations avec la clientèle		2 736 592	-1 497 240
+/- Flux liés aux autres opérations affectant des actifs ou passifs financiers		9 438 124	-3 358 590
<i>Dont Flux liés aux autres opérations affectant Actifs financiers à la juste valeur par résultat et Placements détenus jusqu'à leur échéance</i>		5 563 288	-2 216 271
+/- Flux liés aux autres opérations affectant des actifs ou passifs non financiers		-1 645 793	701 528
- Impôts versés		-1 401 950	-560 317
Diminution/(augmentation) nette des actifs et des passifs provenant des activités opérationnelles		11 206 408	-4 654 704
Flux net de trésorerie généré par l'activité opérationnelle		13 986 607	-80 497
+/- Flux liés aux Actifs Financiers Disponible à la Vente		-1 166 373	-1 425 337
+/- Flux liés aux immeubles de placement	4,11	-81 056	-728 257
+/- Flux liés aux immobilisations corporelles et incorporelles	4,11	-372 909	-1 003 781
Flux net de trésorerie lié aux opérations d'investissement		-1 620 338	-3 157 375
+/- Flux de trésorerie provenant ou à destination des actionnaires		-1 425 511	-1 088 198
+/- Autres flux de trésorerie nets provenant des activités de financement		2 950 430	6 291 591
Flux net de trésorerie lié aux opérations de financement		1 524 919	5 203 393
Effet de la variation des taux de change sur la trésorerie et équivalent de trésorerie		434 796	-233 206
Augmentation/(diminution) nette de la trésorerie et des équivalents de trésorerie		14 325 984	1 732 315
Trésorerie et équivalents de trésorerie à l'ouverture		7 689 262	5 956 947
Caisse, Banques centrales, CCP (actif & passif)	4,1	12 155 637	10 403 196
Comptes (actif & passif) et prêts/emprunts à vue auprès des établissements de crédit		-4 466 375	-4 446 249
<i>Dont Prêt et Emprunt de trésorerie JJ</i>		-1 153 270	-2 877 349
Trésorerie et équivalents de trésorerie à la clôture		22 015 246	7 689 262
Caisse, Banques centrales, CCP (actif & passif)	4,1	15 497 685	12 155 637
Comptes (actif & passif) et prêts/emprunts à vue auprès des établissements de crédit		-4 466 375	-4 446 249
<i>Dont Prêt et Emprunt de trésorerie JJ</i>		3 016 602	-1 153 270
Variation de la trésorerie nette		14 325 984	1 732 315
		31/12/2017	31/12/2016
Dividendes reçus	2,4	228 662	240 014
Dividendes versés	1,5	-1 420 811	-1 402 997
Intérêts perçus		12 337 665	12 532 242
Intérêts payés		-3 878 943	-3 771 219

MARGE D'INTÉRÊTS

En milliers de DH

	déc-17			déc-16		
	Produits	Charges	Net	Produits	Charges	Net
Opérations avec la clientèle	10 861 834	2 829 142	8 032 692	10 346 197	3 163 407	7 182 790
Comptes et prêts/emprunts	10 168 896	2 698 581	7 470 315	9 688 738	3 062 214	6 626 524
Opérations de pensions		130 561	-130 561		101 193	-101 193
Opérations de location-financement	692 938		692 938	657 459		657 459
Opérations interbancaires	915 842	1 320 489	-404 647	825 329	1 292 729	-467 400
Comptes et prêts/emprunts	682 078	1 257 872	-575 794	606 763	1 172 157	-565 394
Opérations de pensions	233 764	62 617	171 147	218 566	120 572	97 994
Emprunts émis par le Groupe						
Instruments de couverture de résultats futurs						
Instruments de couverture des portefeuilles couverts en taux						
Portefeuille de transactions	1 469 297	1 070 648	398 649	1 908 668	803 508	1 105 160
Titres à revenu fixe	1 469 297	664 645	804 652	1 908 668	463 711	1 444 957
Opérations de pensions						
Prêts/emprunts						
Dettes représentées par un titre		406 003	-406 003		339 797	-339 797
Actifs disponibles à la vente						
Actifs détenus jusqu'à échéance	1 648 671		1 648 671	1 425 048		1 425 048
TOTAL DES PRODUITS ET CHARGES D'INTÉRÊTS OU ASSIMILÉS	14 895 644	5 220 279	9 675 365	14 505 242	5 259 644	9 245 598

RÉSULTAT PAR SECTEUR OPÉRATIONNEL

En milliers de DH

	31/12/2017						31/12/2016					
	Banque au Maroc	Gestion d'actifs & Banque d'Affaires	Services Financiers Spécialisés	Autres Activités	Activités Internationales	total	Banque au Maroc	Gestion d'actifs & Banque d'Affaires	Services Financiers Spécialisés	Autres Activités	Activités Internationales	total
Marge d'Intérêt	4 196 358	45 549	723 380	-17 713	4 727 791	9 675 365	3 645 136	69 037	761 297	-16 351	4 786 479	9 245 598
Marge sur commissions	1 108 878	169 119	15 322		1 123 377	2 416 696	1 030 566	169 988	12 501		903 890	2 116 945
Produits nets bancaires	5 704 128	364 293	752 916	146 951	6 399 267	13 367 555	5 525 326	393 864	784 994	142 682	6 143 149	12 990 015
Charges générales d'exploitation et dotations aux amortissements	-3 366 046	-281 741	-227 367	-89 695	-3 797 837	(7 762 686)	-3 260 377	-288 018	-231 504	-77 796	-3 517 705	(7 375 400)
Résultat Brut d'exploitation	2 338 082	82 552	525 549	57 256	2 601 430	5 604 869	2 264 949	105 846	553 490	64 886	2 625 444	5 614 615
Charge ou Produit d'impôt sur le résultat	-556 552	-51 216	-162 388	-16 732	-797 662	(994 550)	-605 905	-47 661	-181 653	-17 920	-270 515	(1 123 654)
Résultat Part de groupe	973 512	121 063	179 094	-28 253	179 094	2 036 321	814 518	141 073	188 023	48 758	843 814	2 036 186

ACTIFS ET PASSIFS PAR SECTEUR OPÉRATIONNEL

	31/12/2017						31/12/2016					
	Banque au Maroc	Gestion d'actifs & Banque d'Affaires	Services Financiers Spécialisés	Autres Activités	Activités Internationales	total	Banque au Maroc	Gestion d'actifs & Banque d'Affaires	Services Financiers Spécialisés	Autres Activités	Activités Internationales	total
Etotal bilan	205 255 697	693 752	11 259 161	(415 344)	96 550 601	313 343 867	205 383 601	979 684	9 234 390	183 128	90 142 075	305 922 878
Éléments d'actif												
Actifs disponibles à la vente	3 498 038	97 719	20 398	21 517	6 893 456	10 531 128	2 249 497	101 026	19 718	20 464	5 927 020	8 317 725
Prêts et créances sur la clientèle	118 209 182	96	14 713 386		50 892 326	183 814 990	117 079 106	121	14 702 011		47 992 984	179 774 222
Actifs financiers évalués à la juste valeur	33 809 849	192 764	3		34 002 616	38 499 389	208 390	207			182 937	38 890 923
Placements détenus jusqu'à échéance	3 289 659				19 726 419	23 016 078	4 188 468				20 947 702	25 136 170
Éléments du passif												
Dettes envers la clientèle	135 672 596	17 076	739 090	(639 611)	62 354 836	198 783 598	191 000 917	17	908 600		58 140 801	190 050 335
Fonds propres	15 121 735	358 467	1 470 727		8 373 106	24 684 424	15 463 646	315 561	1 478 662	(32 906)	6 357 724	23 582 687

COMMISSIONS NETTES

En milliers de DH

	déc-17			déc-16		
	Produits	Charges	Net	Produits	Charges	Net
Commissions nettes sur opérations	1 999 586	121 990	1 877 596	1 900 141	242 909	1 657 232
- avec les établissements de crédit						
- avec la clientèle	1 534 862		1 534 862	1 336 588		1 336 588
- sur titres	219 209	43 129	176 080	267 138	112 548	154 590
- de change	245 515	78 861	166 654	296 415	130 361	166 054
- sur instruments financiers à terme et autres opérations hors bilan						
Prestation de services bancaires et financiers	732 722	193 622	539 100	672 534	212 821	459 713
Produits nets de gestion d'OPCVM						
Produits nets sur moyen de paiement	355 604	72 706	282 898	365 244	55 540	309 704
Assurance						
Autres	377 118	120 916	256 202	307 290	157 281	150 0



BMCE BANK OF AFRICA

EXTRAIT DES NOTES ANNEXES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS EN NORMES IFRS

www.bmcebank.ma

EXPOSITION AUX RISQUES ET STRATÉGIES DE COUVERTURE MISSION & ORGANISATION DE LA GESTION DES RISQUES

Dans le cadre des missions du Conseil d'Administration portant sur la maîtrise des risques associés aux activités de la Banque, l'examen des systèmes mis en œuvre par la Direction Générale afin de gérer ces risques et ce, garantissant le respect des exigences applicables liées à la réglementation, aux sociétés, aux valeurs mobilières et aux autres obligations légales, BMCE Bank Of Africa a mis en place un dispositif de gestion des risques reposant sur plusieurs instances de gouvernance, d'une part, et des instances de gestion courante, d'autre part.

Sont ainsi impliqués dans la gestion et surveillance des risques de la Banque et du Groupe, le CACI Groupe, le Comité de Direction Générale, les Comités de Crédit, outre le Comité de Surveillance des comptes en anomalie et de déclassement, le Comité Risques Groupe qui traite des risques de crédit, marché et opérationnel et le comité de pilotage et de gestion des Risques Groupe.

Par ailleurs, le Contrôle Général Groupe est mandaté pour diligenter des missions d'inspection et d'audit dans les différentes entités opérationnelles aussi bien au Maroc qu'à l'étranger.

Le Pôle Risques Groupe, à travers le Management des Risques Groupe, la direction analyse des engagements, la direction surveillance des engagements assure, d'une part, le pilotage et la surveillance des risques supportés par les entités du Groupe et, d'autre part, examine les modalités d'octroi de lignes de crédit. La mission du Pôle Risques Groupe est de parvenir à la maîtrise des risques en contribuant activement à :

- La définition de la politique des risques du Groupe BMCE Bank Of Africa ;
- La mise en place d'un système de contrôle des risques ;
- La définition et la gestion des processus de prise et de suivi des engagements.

RISQUE DE CREDIT

Le risque de crédit est le risque de non remboursement par des clients de leurs obligations envers la Banque en intégralité et dans les délais impartis, et qui pourrait entraîner une perte financière pour la Banque. C'est la catégorie de risque la plus large et qui peut être corrélée à d'autres catégories de risque.

Dispositif de Décision

La procédure d'octroi de crédit mise en œuvre s'articule autour de deux approches :

- Une approche standardisée, pour les produits communs destinés aux particuliers, qui repose sur deux piliers :
 - L'utilisation d'une fiche d'auto-contrôle qui formate les critères d'acceptation, sur la base desquels l'évaluation des risques est menée. Cette fiche d'auto-contrôle reprend les conditions du crédit et vérifie la conformité et le respect des normes de crédit ;
 - Un système de délégation qui désigne les niveaux de pouvoirs des autorisations d'attribution de crédit. Il permet d'assurer la conformité des décisions prises au processus de crédit et l'intégrité de la personne délégataire. Chaque demande de prêt transite par toutes les entités subordonnées jusqu'à son octroi par l'entité titulaire de la demande en question.
- Une approche individuelle, en fonction des spécificités et des besoins des entreprises, qui repose sur trois principes directeurs :
 - La gestion du portefeuille de crédit qui permet au Senior Management de détenir suffisamment d'informations pour évaluer le profil de risque de client ;
 - La délégation du pouvoir d'approbation à des individus intuitu personae sur la base de leur expérience, jugement, compétence, et formation professionnelle ;
 - L'équilibre des pouvoirs, les facilités étant accordées sur la base du jugement d'au moins trois personnes "Troika".

Pour certains niveaux de risques, l'approbation du Comité Senior de Crédit ou du Comité des Grands Engagements (CGE) doit être sollicitée. A noter également qu'un contrôle autonome de la qualité du crédit et du respect des procédures est assuré par le Contrôle Général Groupe.

Pareillement, le Pôle Risques Groupe veille de manière autonome et poursuit le maintien de la qualité de gestion des risques et le respect des règles et procédures internes.

Le niveau d'approbation requis est généralement déterminé par le montant des facilités proposées au client, le rating du client, les crédits nécessitant l'approbation d'un spécialiste sectoriel, les crédits jouissant de garanties sûres, la maturité de la facilité.

Diversification du Portefeuille

La diversification du portefeuille de crédit demeure une préoccupation permanente de la politique de risque du Groupe. Les éventuelles concentrations par contrepartie ou par secteur font l'objet d'un examen régulier donnant lieu le cas échéant à des actions correctives permettant une gestion dynamique de l'exposition.

A ce propos, des limites de concentration sont instaurées et revues semestriellement portant sur les secteurs d'activité ainsi que les Groupes d'intérêt économique. Aussi, des reportings réguliers sont adressés à Bank Al-Maghrib, notamment celui du coefficient de division des risques.

Surveillance et pilotage

Le Pôle Risques Groupe assure, au niveau du Groupe BMCE Bank Of Africa, des missions de prévention et de surveillance permanente des risques de crédit.

Fonction clé dans le processus de maîtrise des risques, cette gestion préventive consiste à anticiper les situations de dégradation des risques et à y apporter les ajustements appropriés.

Dans le cadre de l'exercice de cette fonction, le pôle est amené à :

- Surveiller la régularité des engagements : conformité à l'objet du crédit et respect des cotes autorisées, examen des incidents de paiement, revue des dossiers échus... ;
- Détecter les créances présentant des signes de faiblesse persistants ;
- Suivre avec le Réseau l'évolution des principaux risques (créances difficiles, engagements les plus importants et/ ou les plus sensibles) ;
- Déterminer les dossiers éligibles au déclassement au regard de la réglementation en vigueur régissant les créances en souffrance ;
- Suivre en permanence les indicateurs de risque de crédit : créances saines, créances sensibles et créances en souffrance en précisant les provisions, le taux de sinistralité et le taux de couverture.

Créances en souffrance

A l'occasion de la revue périodique, mensuelle, du portefeuille et l'analyse des dossiers à risques, chaque filiale procède à la revue de sa classification réglementaire des crédits en s'alignant sur les exigences réglementaires locales.

Cette revue est actée dans le cadre des comités de surveillance des comptes en anomalie et de déclassement, et ce sur proposition de la fonction Risques de chaque entité. Les décisions de ces comités sont mises en œuvre à travers l'exécution et le suivi du transfert des comptes sains à la catégorie de créances en souffrance correspondantes ainsi que de leur provisionnement.

Le provisionnement fait l'objet de contrôle et de suivi par le Contrôle Général Groupe, les Auditeurs Externes et le Comité Risques Groupes.

Dispositif de Notation Interne

Un outil de notation interne « hors Retail » est déployé au niveau du réseau commercial et couvre différents segments bâlois.

Parallèlement, un système décisionnel d'octroi de crédit à la consommation a été développé et implémenté au niveau de l'outil d'instruction de crédit de la Banque.

Enfin, une grille de score pour les MRE et professionnels a également été développée et implémentée au niveau de la GRC.

RISQUE DE MARCHÉ

Les risques de marché sont définis comme les risques de pertes sur des positions de bilan et de hors bilan à la suite de variations des prix du marché, ils recouvrent :

- Le risque de taux d'intérêts ;
- Le risque sur titre de propriété ;
- Le risque de change ;
- Le risque sur produits de base.

Et deux typologies de risque de crédit sur opérations de marché :

- Risque de contrepartie ;
- Risque de règlement livraison.

Le dispositif de gestion des risques de marché du Groupe BMCE Bank Of Africa s'articule autour de deux axes principaux :

Limites

Limites de Contrepartie sur opérations de marché :

Le processus d'octroi des limites par contrepartie et des demandes de dépassement sur opérations de marché est régi au sein du Groupe BMCE Bank of Africa via un système de délégation des pouvoirs encadré par des procédures différenciées suivant le type de contrepartie. Les transactions de marché font l'objet d'une fixation de limites a priori, selon un schéma délégataire s'appuyant sur le principe de la Troika.

Limites de marché

Afin de maîtriser la prise de risques de marché au sein du Groupe BMCE Bank of Africa et la diversification du portefeuille de négociation, un set de limites de marché a été instauré. Ces limites reflètent le profil de risque du Groupe et permettent un pilotage optimal des risques de marché à travers l'arbitrage entre les différentes activités de marché. Le set des limites de marché du Groupe BMCE Bank of Africa se décline comme suit :

- Les limites de stop/loss par activité sur différents horizons ;
- Les limites de positions ;
- Les limites de transaction.

Indicateurs de risque

Différents indicateurs de risque reflétant le niveau d'exposition aux risques de marché sont utilisés au sein du Groupe BMCE Bank of Africa et se déclinent comme suit :

Valeur en risque (VaR) globale et par classe d'actif

La Value-at-Risk est une mesure globale et probabilisée du risque de marché. Elle permet de résumer le risque encouru à travers le calcul de la perte potentielle éventuelle sur un horizon de temps et un degré de probabilité donnés.

Stress Testing par facteur de risque

Le Groupe BMCE Bank of Africa réalise des tests de résistance afin d'évaluer la vulnérabilité du portefeuille de négociation du groupe à des scénarios extrêmes. Les stress tests couvrent toutes les composantes du portefeuille de négociation à travers la simulation de l'ensemble des facteurs de risque impactant le portefeuille.

RISQUE GLOBAL DE LIQUIDITE ET DE TAUX D'INTERET

Afin de préserver les équilibres du bilan dans un contexte de croissance des actifs, le dispositif de gestion des risques de liquidité et de taux d'intérêt mis en place par BMCE Bank Of Africa a pour objectif de veiller à :

- Assurer la stabilité des résultats contre les variations des taux d'intérêt, en préservant la marge d'intérêt et en optimisant la valeur économique des Fonds Propres ;
- Assurer un niveau de liquidité suffisant, permettant à la Banque de faire face à ses obligations à tout moment en la mettant à l'abri d'une crise éventuelle ;
- S'assurer que le risque inhérent aux positions de change ne vienne diminuer la marge bénéficiaire de la Banque ;
- Orienter la stratégie de la Banque de telle sorte à pouvoir saisir pleinement les opportunités de croissance offertes par l'environnement macro économique.

Risque de Liquidité

La stratégie de la Banque en matière de gestion du risque de liquidité a pour but d'adapter la structure de ses ressources afin de permettre à la Banque de poursuivre de manière harmonieuse l'expansion de son activité.

Le risque de liquidité se traduit pour la Banque à travers l'impossibilité de satisfaire ses engagements, lorsque des besoins inattendus sont subis, et qu'elle ne peut y faire face à partir de ses actifs liquides.

Une telle éventualité peut trouver son origine dans d'autres causes que la liquidité. Par exemple des pertes importantes qui résultent des défaillances des contreparties, ou d'évolutions adverses du marché.

Deux sources majeures peuvent générer un risque de liquidité :

- L'incapacité de l'établissement à lever les fonds nécessaires pour faire face à des situations inattendues à court terme, notamment un retrait massif des dépôts ou un tirage maximal des engagements en hors bilan ;
- Le non adossement des actifs et passifs ou le financement des actifs moyen et long termes par des passifs à court terme.

Un niveau de liquidité acceptable est un niveau qui permet à la Banque à la fois de financer l'évolution de ses actifs, et de faire face à ses engagements dès qu'ils sont exigibles, en mettant ainsi la Banque à l'abri d'une crise éventuelle.

Deux indicateurs permettent d'apprécier le profil de liquidité de la Banque :

- Le LCR (Liquidity Coverage Ratio) : coefficient de liquidité selon les normes de Bâle III ;
- Le profil des impasses cumulées à horizon 12 mois en mode statique.

La technique des impasses / Gap périodiques ou cumulées en dirhams et en devises, permet d'évaluer le niveau de risque de liquidité encouru par la Banque à court, moyen et long termes. Cette technique permet d'estimer les besoins nets de refinancement sur différents horizons et arrêter les modalités adéquates de couverture.

Risque de Taux

Le risque de taux d'intérêt est le risque que l'évolution future des taux d'intérêt vienne réduire les marges prévisionnelles de la Banque.

La variation des taux d'intérêt impacte également la valeur actualisée des flux futurs attendus. Le degré d'impact sur la valeur économique des actifs et des passifs dépend de la sensibilité des différentes composantes du bilan à une variation des taux.

L'appréciation du risque de taux peut s'effectuer au travers d'un ensemble de simulations de stress testing, dans le cadre d'un scénario de variation des taux de 200 pbs tel que préconisé par le Comité de Bâle.

La stratégie de la Banque en matière de gestion du risque de taux d'intérêt, veille à assurer la stabilité des résultats contre les variations des taux d'intérêt, en préservant la marge d'intérêt et en optimisant la valeur économique des Fonds Propres.

Les variations des taux d'intérêts peuvent avoir des répercussions néfastes sur la marge d'intérêt de la Banque, et par conséquent causer de sérieuses déviations par rapport au plan initial.

Afin de neutraliser ces risques de déviation, le département ALM oriente régulièrement la stratégie de la Banque en fixant des règles d'adossement des emplois à des ressources de même nature, et en définissant un seuil de tolérance maximum de déviation de la marge d'intérêt par rapport au PNB prévisionnel.

La technique des impasses / Gap périodiques ou cumulées en dirhams et en devises, permet d'évaluer le niveau de risque de taux encouru par la Banque à court terme et à moyen long termes. Cette technique permet d'estimer les décalages d'adossesments actif / passif sur différents horizons afin d'arrêter les modalités adéquates de couverture.

RISQUE OPERATIONNEL

Le risque opérationnel correspond à la possibilité de subir une perte découlant d'un processus interne défaillant ou d'un système inadéquat, d'une erreur humaine ou d'un événement externe.

L'objectif prioritaire du Groupe BMCE Bank Of Africa au travers de son dispositif de gestion des risques opérationnels est la réduction de l'exposition aux risques opérationnels, l'optimisation des processus de surveillance et le renforcement du dispositif de contrôle.

Le système interne de mesure du risque opérationnel est étroitement associé à la gestion quotidienne des risques à travers la collecte des événements de risques, la cartographie des risques opérationnels ainsi que les indicateurs clés de risques (K.R.I.). Une organisation spécifique de gestion des risques opérationnels a été mise en place se basant sur des interlocuteurs risques opérationnels. Il s'agit des Correspondants Risques opérationnels Métiers et Filiales (CRO), coordinateurs risques opérationnels et relais risques opérationnels.

Plusieurs types d'attitudes peuvent être envisagés pour la gestion des risques opérationnels :

- Renforcer les contrôles ;
- Couvrir les risques, en particulier via la mise en place d'assurance ;
- Eviter les risques, via notamment le redéploiement d'activités ;
- Elaborer des plans de continuité d'activité.

Le Groupe BMCE Bank Of Africa dispose d'un dispositif de contrôle permettant une forte réduction des risques opérationnels. Cependant, en termes de gestion des risques opérationnels et via son dispositif dédié, elle conserve toute latitude pour identifier au cas par cas le comportement optimal, en fonction des différents types de risque. Par ailleurs, le Groupe dispose de polices d'assurances permettant d'atténuer les risques encourus relatifs aux dommages des locaux, des fraudes, des vols de valeurs et de responsabilité civile...

La gouvernance des risques opérationnels au sein du Groupe BMCE Bank Of Africa est structurée en trois Comités RO :

- Comité de Suivi des Risques Opérationnels Métiers ;
- Comité Risques Opérationnels Filiales ;
- Comité Risques Opérationnels Groupe.

Les missions de ces Comités portent sur la revue périodique de :

- L'évolution de l'exposition aux risques opérationnels et de l'environnement de contrôle de ces risques ;
- L'identification des principales zones de risque, en termes d'activités et de types de risques ;
- La définition des actions préventives et correctives à mettre en place afin de réduire le niveau de risque ;
- Le montant des Fonds Propres à allouer aux risques opérationnels, le coût des actions de prévention à mettre en œuvre ainsi que le coût lié aux assurances à mettre en place.

Plan de Continuité d'Activité

Porté par un cadre réglementaire, le plan de continuité d'activité répond à une importance croissante accordée à la minimisation des effets des interruptions des activités, du fait des interdépendances qui existent entre elles et les ressources sur lesquelles elles reposent, notamment humaines, informatiques ou encore logistiques. Il s'agit d'un ensemble de mesures et procédures visant à assurer, selon divers scénarios de crise, y compris face à des chocs extrêmes, le maintien, le cas échéant de façon temporaire selon un mode dégradé, des prestations des services essentielles de la Banque puis la reprise planifiée des activités.

RISQUE PAYS

Par risque pays on entend la possibilité qu'une contrepartie souveraine d'un pays donné ne soit pas en mesure ou refuse, et que les autres contreparties de ce pays ne soient pas en mesure, de remplir leurs obligations à l'égard de l'étranger pour des considérations d'ordre sociopolitique, économique ou financier.

La politique de gestion des risques pays décrit en détail le dispositif qui repose sur les axes suivants :

- Identification du risque pays ;
- Calcul de l'exposition par pays et consolidation ;
- Élaboration de la fiche pays et sa notation ;
- Allocation des limites pays ;
- Reporting et alertes ;
- Provisionnement.

Le suivi et la surveillance des expositions du Groupe sur les risques pays sont assurés à travers une remontée mensuelle de Reporting provenant des filiales à destination du Management des Risques Groupe.

STRESS TESTING

Le stress Testing consiste à analyser différents scénarios suite à des chocs extrêmes affectant le portefeuille et a pour objectif :

- De renforcer les outils de mesure de risque afin de prévoir et d'anticiper d'éventuels risques de crédit ;
- Une meilleure allocation des Fonds Propres en prenant en considération l'augmentation continue des encours du crédit du portefeuille.

Le Groupe BMCE Bank Of Africa intègre le stress testing comme composante fondamentale de sa politique de gestion des risques, à ce titre, des exercices de stress test sont réalisés régulièrement en sus des reportings semestriels instaurés par le régulateur.

ACTIFS, PASSIFS ET INSTRUMENTS FINANCIERS DÉRIVÉS EN VALEUR DE MARCHÉ PAR RÉSULTAT

En milliers de DH

	31/12/2017			31/12/2016		
	Portefeuille de transactions	Portefeuille évalué en valeur de marché sur option	Total	Portefeuille de transactions	Portefeuille évalué en valeur de marché sur option	Total
ACTIFS FINANCIERS EN VALEUR DE MARCHÉ PAR RESULTAT						
Titres de créance négociables	13 997 669		13 997 669	16 099 331		16 099 331
Bons du trésor et autres effets mobilisables auprès des banques centrales	13 486 149		13 486 149	14 101 323		14 101 323
Autres titres de créances négociables	511 520		511 520	1 998 008		1 998 008
Obligations	1 133 601		1 133 601	3 231 539		3 231 539
Obligations d'Etat	475 893		475 893	881 003		881 003
Autres obligations	657 708		657 708	2 350 536		2 350 536
Actions et autres titres à revenu variable	18 854 122		18 854 122	19 533 271		19 533 271
Opérations de pension						
Prêts						
aux établissements de crédit						
à la clientèle entreprises						
à la clientèle particuliers						
Instruments financiers dérivés de transaction	17 224		17 224	26 782		26 782
Instruments dérivés de cours de change	16 647		16 647	26 205		26 205
Instruments dérivés de taux d'intérêt	577		577	577		577
Instruments dérivés sur actions						
Instruments dérivés de crédit						
Autres instruments dérivés						
TOTAL DES ACTIFS FINANCIERS EN VALEUR DE MARCHÉ PAR RESULTAT	34 002 616		34 002 616	38 890 923		38 890 923
dont titres prêtés						
hors actions et autres titres à revenu variable						
PASSIFS FINANCIERS EN VALEUR DE MARCHÉ PAR RESULTAT						
Emprunts de titres et ventes à découvert						
Opérations de pension						
Emprunts	1 731 592		1 731 592	2 037 621		2 037 621
Etablissements de crédit	1 731 592		1 731 592	2 037 621		2 037 621
Clientèle Entreprises						
Dettes représentées par un titre						
Instruments financiers dérivés de transactions	37 094		37 094	60 655		60 655
Instruments dérivés de cours de change	37 094		37 094	60 655		60 655
Instruments dérivés de taux d'intérêt						
Instruments dérivés sur actions						
Instruments dérivés de crédit						
Autres instruments dérivés						
TOTAL DES PASSIFS FINANCIERS EN VALEUR DE MARCHÉ PAR RESULTAT	37 094	1 731 592	1 768 686	60 655	2 037 621	2 098 276

LET'S DREAM
TOGETHER OF
A NEW RESPONSIBLE
WORLD...

BMCE BANK OF AFRICA

EXTRAIT DES NOTES ANNEXES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS EN NORMES IFRS

www.bmcebank.ma

ACTIFS FINANCIERS DISPONIBLES À LA VENTE

En milliers de DH

	31-déc-17	31-déc-16
Titres de créance négociables		
Bons du Trésor et autres effets mobilisables auprès de la banque centrale		
Autres titres de créance négociables		
Obligations	5 193 149	5 501 553
Obligations d'Etat	3 950 352	3 970 101
Autres Obligations	1 242 797	1 531 452
Actions et autres titres à revenu variable	5 769 164	3 251 983
dont titres cotés	332 931	316 103
dont titres non cotés	5 436 233	2 935 880
TOTAL DES ACTIFS DISPONIBLES A LA VENTE AVANT DEPRECIATION	10 962 313	8 753 536
Provisions pour dépréciation des actifs disponibles à la vente	-431 185	-435 811
Titres à revenu fixe		
Titres à revenu variable	-431 185	-435 811
TOTAL DES ACTIFS DISPONIBLES A LA VENTE, NETS DE DEPRECIATIONS	10 531 128	8 317 725
<i>dont titres à revenu fixe, nets de dépréciations</i>		

PRÊTS CONSENTIS ET CRÉANCES SUR LES ÉTABLISSEMENTS DE CRÉDIT

En milliers de DH

	31-déc-17	31-déc-16
Comptes à vue	8 291 678	4 992 941
Prêts	13 523 250	13 446 232
<i>Dont prêts de trésorerie JJ</i>	<i>186 045</i>	<i>24 826</i>
Opérations de pension	3 430 874	2 846 445
TOTAL DES PRÊTS CONSENTIS ET CRÉANCES SUR LES ÉTABLISSEMENTS DE CREDITS AVANT DEPRECIATION	25 245 802	21 285 618
Dépréciation des prêts et créances émis sur les établissements de crédit	-68 751	-64 389
TOTAL DES PRÊTS CONSENTIS ET CRÉANCES SUR LES ÉTABLISSEMENTS DE CREDITS NETS DE DEPRECIATION	25 177 051	21 221 229

DETTES ENVERS LES ÉTABLISSEMENTS DE CRÉDIT

En milliers de DH

	31-déc-17	31-déc-16
Comptes à vue	4 874 113	2 801 428
Emprunts	30 481 573	32 330 639
<i>Dont emprunt de trésorerie JJ</i>	<i>168 500</i>	<i>1 153 270</i>
opérations de pension	9 603 254	14 576 201
TOTAL DES DETTES ENVERS LES ÉTABLISSEMENTS DE CREDIT	44 958 940	49 708 268

PRÊTS CONSENTIS ET CRÉANCES SUR LA CLIENTÈLE

En milliers de DH

	31-déc-17	31-déc-16
Comptes ordinaires débiteurs	24 743 400	24 688 644
Prêts consentis à la clientèle	142 472 636	138 932 342
Opérations de pension	12 203 716	11 561 531
Opérations de location-financement	13 773 123	13 380 515
TOTAL DES PRÊTS CONSENTIS ET CRÉANCES SUR LA CLIENTELE AVANT DEPRECIATION	193 192 875	188 563 032
Dépréciation des prêts et créances sur la clientèle	-9 377 885	-8 788 810
TOTAL DES PRÊTS CONSENTIS ET CRÉANCES SUR LA CLIENTELE NETS DE DEPRECIATION	183 814 990	179 774 222

VENTILATION DES CRÉANCES ENVERS LA CLIENTÈLE PAR AGENT ÉCONOMIQUE

En milliers de DH

	31-déc-17	31-déc-16
Banque au Maroc	118 209 182	117 079 106
Services Financiers Spécialisés	14 713 386	14 702 011
Activités à l'international	50 892 326	47 992 984
Gestion d'actifs	96	121
Autres Activités		
TOTAL EN PRINCIPAL	183 814 990	179 774 222
Dettes rattachées		
VALEUR AU BILAN	183 814 990	179 774 222

VENTILATION DES CRÉANCES SUR LA CLIENTÈLE PAR ZONE GÉOGRAPHIQUE

En milliers de DH

	31-déc-17	31-déc-16
Maroc	132 922 664	131 781 238
Afrique	46 643 948	43 987 312
Europe	4 248 378	4 005 672
TOTAL EN PRINCIPAL	183 814 990	179 774 222
Dettes rattachées		
VALEUR AU BILAN	183 814 990	179 774 222

DETTES ENVERS LA CLIENTÈLE

En milliers de DH

	31-déc-17	31-déc-16
Comptes ordinaires créditeurs	119 258 376	108 326 940
Comptes à terme	40 101 156	40 965 156
Comptes d'épargne	23 497 437	22 391 034
Bons de caisse	5 210 624	5 085 322
Opérations de pension	3 592 561	4 218 496
Autres comptes créditeurs	7 123 444	9 063 387
TOTAL DES DETTES ENVERS LA CLIENTELE	198 783 598	190 050 335

VENTILATION DES DETTES ENVERS LA CLIENTÈLE PAR AGENT ÉCONOMIQUE

En milliers de DH

	31-déc-17	31-déc-16
Banque au Maroc	135 672 596	131 000 907
Services Financiers Spécialisés	739 090	908 610
Activités à l'international	62 354 836	58 140 801
Gestion d'actifs	17 076	17
Autres Activités		
TOTAL EN PRINCIPAL	198 783 598	190 050 335
Dettes rattachées		
VALEUR AU BILAN	198 783 598	190 050 335

VENTILATION DES DETTES SUR LA CLIENTÈLE PAR ZONE GÉOGRAPHIQUE

En milliers de DH

	31-déc-17	31-déc-16
Maroc	136 428 762	131 909 534
Afrique	60 741 686	56 390 289
Europe	1 613 150	1 750 512
TOTAL EN PRINCIPAL	198 783 598	190 050 335
Dettes rattachées		
VALEUR AU BILAN	198 783 598	190 050 335

IMMOBILISATIONS DE PLACEMENT ET D'EXPLOITATION

En milliers de DH

	31/12/2017			31/12/2016		
	Valeur brute comptable	Cumul des amortissements et pertes de valeur	Valeur nette comptable	Valeur brute comptable	Cumul des amortissements et pertes de valeur	Valeur nette comptable
Immobilisations corporelles	13 109 310	5 806 510	7 302 800	12 320 654	5 331 829	6 988 825
Terrains et constructions	4 031 041	423 811	3 607 230	3 797 644	380 388	3 417 256
Équipement, Mobilier, Installations	4 018 645	2 497 926	1 520 719	3 837 324	2 357 522	1 479 802
Biens mobiliers donnés en location						
Autres immobilisations	5 059 624	2 884 773	2 174 851	4 685 686	2 593 919	2 091 767
Immobilisations incorporelles	2 078 628	1 140 820	937 808	2 162 892	1 333 922	828 970
Logiciels informatiques acquis	1 463 476	874 855	588 621	1 684 757	1 096 920	587 837
Logiciels informatiques produits par l'entreprise						
Autres immobilisations incorporelles	615 152	265 965	349 187	478 135	237 002	241 133
Immeubles de placements	3 906 376	81 937	3 824 439	3 841 315	95 169	3 746 146

PROVISION POUR RISQUES ET CHARGES

En milliers de DH

	31/12/2017	31/12/2016
TOTAL DES PROVISIONS CONSTITUÉES EN DÉBUT DE PÉRIODE	685 204	650 913
Dotations aux provisions	279 774	51 674
Reprises de provisions	-170 869	-51 024
Autres mouvements	38 381	33 641
TOTAL DES PROVISIONS CONSTITUÉES EN FIN DE PÉRIODE	832 490,00	685 204

ÉVOLUTION DU CAPITAL ET RÉSULTAT PAR ACTION

	31/12/2017	31/12/2016
CAPITAL (EN MAD)	1 794 633 900	1 794 633 900
Nombre d'actions ordinaires en circulation au cours de l'année	179 463 390	179 463 390
Résultat Part groupe (EN MAD)	2 036 321 801	2 036 185 656
Résultat par Action (EN MAD)	11,35	11,35
Résultat dilué par Action (EN MAD)	11,35	11,35

PÉRIMÈTRE DE CONSOLIDATION

Dénomination	Secteur d'activité	% du contrôle	% d'intérêts	Méthode de consolidation
BMCE BANK	Banque			Mère
BMCE CAPITAL	Banque d'Affaires	100,00%	100,00%	I.G.
BMCE CAPITAL GESTION	Gestion d'actifs	100,00%	100,00%	I.G.
BMCE CAPITAL BOURSE	Intermédiation boursière	100,00%	100,00%	I.G.
MAROC FACTORING	Factoring	100,00%	100,00%	I.G.
MAGHREBAIL	Crédit-Bail	52,47%	52,47%	I.G.
SALAFIN	Crédit à la consommation	74,76%	74,76%	I.G.
BMCE EUROSERVICES	Ets financier	100,00%	100,00%	I.G.
LCB Bank	Banque	37,00%	37,00%	I.G.
BMCE BANK INTERNATIONAL HOLDING	Banque	100,00%	100,00%	I.G.
BOA GROUP	Holding Bancaire	72,85%	72,85%	I.G.
LOCASOM	Location de voiture	100,00%	97,39%	I.G.
RM EXPERTS	Recouvrement	100,00%	100,00%	I.G.
BANQUE DE DEVELOPPEMENT DU MALI	Banque	32,38%	32,38%	M E E
EULER HERMES ACMAR	Assurance	20,00%	20,00%	M E E
EURAFRIC INFORMATION	Informatique	41,00%	41,00%	M E E
CONSEIL INGENIERIE ET DEVELOPPEMENT	Bureau d'études	38,90%	38,90%	M E E
AFRICA MOROCCO LINKS	Transport Maritime	51,00%	51,00%	M E E



BILAN

En milliers de DH

ACTIF	31/12/2017	31/12/2016
Valeurs en caisse, Banques centrales, Trésor public, Service des chèques postaux	5 878 612	4 147 681
Créances sur les établissements de crédit et assimilés	25 310 048	24 562 762
A vue	8 842 973	2 623 461
A terme	16 467 075	21 939 301
Créances sur la clientèle	117 240 319	115 990 730
Crédits de trésorerie et à la consommation	36 762 530	40 791 247
Crédits à l'équipement	22 310 597	19 100 535
Crédits immobiliers	40 478 952	37 725 042
Autres crédits	17 688 240	18 373 906
Créances acquises par affacturage	860 845	668 926
Titres de transaction et de placement	33 890 104	38 601 321
Bons du Trésor et valeurs assimilées	14 291 200	15 957 201
Autres titres de créance	926 552	3 313 509
Titres de propriété	18 672 352	19 330 611
Autres actifs	2 692 565	1 948 439
Titres d'investissement	3 190 421	4 059 152
Bons du Trésor et valeurs assimilées	964 189	1 559 544
Autres titres de créance	2 226 232	2 499 608
Titres de participation et emplois assimilés	10 357 921	8 864 040
Créances subordonnées	202 745	193 101
Immobilisations données en crédit-bail et en location	103 119	74 000
Immobilisations incorporelles	191 871	516 958
Immobilisations corporelles	5 325 367	5 295 196
TOTAL DE L'ACTIF	205 243 937	204 922 306

HORS BILAN

En milliers de DH

HORS BILAN	31/12/2017	31/12/2016
ENGAGEMENTS DONNÉS	22 867 740	23 635 989
Engagements de financement donnés en faveur d'établissements de crédit et assimilés	469 741	370 797
Engagements de financement donnés en faveur de la clientèle	6 934 207	8 773 032
Engagements de garantie d'ordre d'établissements de crédit et assimilés	5 109 213	5 123 121
Engagements de garantie d'ordre de la clientèle	9 131 162	8 991 909
Titres achetés à réméré	78 357	78 357
Autres titres à livrer	1 145 060	298 773
ENGAGEMENTS REÇUS	18 874 748	11 053 701
Engagements de financement reçus d'établissements de crédit et assimilés		
Engagements de garantie reçus d'établissements de crédit et assimilés	17 915 756	10 670 880
Engagements de garantie reçus de l'Etat et d'organismes de garantie divers	947 160	381 273
Titres vendus à réméré		
Autres titres à recevoir	11 832	1 548

COMPTE DE PRODUITS ET CHARGES

En milliers de DH

	31/12/2017	31/12/2016
PRODUITS D'EXPLOITATION BANCAIRE	10 675 594	10 877 012
Intérêts et produits assimilés sur opérations avec les établissements de crédit	688 569	640 634
Intérêts et produits assimilés sur opérations avec la clientèle	5 913 159	5 412 511
Intérêts et produits assimilés sur titres de créance	528 858	550 943
Produits sur titres de propriété	727 474	574 946
Produits sur immobilisations en crédit-bail et en location	12 362	
Commissions sur prestations de service	1 123 474	1 041 214
Autres produits bancaires	1 681 698	2 656 764
CHARGES D'EXPLOITATION BANCAIRE	4 467 464	4 740 639
Intérêts et charges assimilés sur opérations avec les établissements de crédit	1 074 001	880 482
Intérêts et charges assimilés sur opérations avec la clientèle	1 602 087	1 743 350
Intérêts et charges assimilés sur titres de créance émis	457 840	370 761
Charges sur immobilisations en crédit-bail et en location	10 466	
Autres charges bancaires	1 323 070	1 746 046
PRODUIT NET BANCAIRE	6 208 130	6 136 373
Produits d'exploitation non bancaire	215 861	110 111
Charges d'exploitation non bancaire	71 516	279 491
CHARGES GÉNÉRALES D'EXPLOITATION	3 621 263	3 493 169
Charges de personnel	1 611 041	1 540 320
Impôts et taxes	97 581	99 018
Charges externes	1 544 669	1 491 136
Autres charges générales d'exploitation	8 996	10 022
Dotations aux amortissements et aux provisions des immobilisations incorporelles et corporelles	358 976	352 673
DOTATIONS AUX PROVISIONS ET PERTES SUR CREANCES IRRECOURVABLES	2 246 036	1 225 203
Dotations aux provisions pour créances et engagements par signature en souffrance	985 587	1 134 947
Pertes sur créances irrécouvrables	1 077 416	8 862
Autres dotations aux provisions	183 033	81 394
REPRISES DE PROVISIONS ET RECUPERATIONS SUR CREANCES AMORTIES	1 611 098	626 712
Reprises de provisions pour créances et engagements par signature en souffrance	1 566 196	356 319
Récupérations sur créances amorties	21 387	28 343
Autres reprises de provisions	23 515	242 050
RESULTAT COURANT	2 096 274	1 875 333
Produits non courants		
Charges non courantes		
RESULTAT AVANT IMPOTS	2 096 274	1 875 333
Impôts sur les résultats	608 137	550 362
RESULTAT NET DE L'EXERCICE	1 488 138	1 324 971

PRINCIPALES MÉTHODES D'ÉVALUATION APPLIQUÉES AU 31 DÉCEMBRE 2017

INDICATION DES METHODES D'EVALUATION APPLIQUEES PAR L'ETABLISSEMENT

Les méthodes d'évaluation sont conformes à celles préconisées par le plan comptable des établissements de crédit

Building a better working world
97, Bd Abdellatif Ben Haddour
20 050 Casablanca
Maroc

11, Avenue Bir Kacem
Soussi 10000 RABAT
Maroc

BMCE BANK OF AFRICA
ATTESTATION DES COMMISSAIRES AUX COMPTES SUR LA SITUATION PROVISOIRE
PERIODE DU 1^{er} JANVIER AU 31 DÉCEMBRE 2017

En application des dispositions du Dahir portant loi n°1-93-212 du 21 septembre 1993 tel que modifié et complété, nous avons procédé à un examen limité de la situation provisoire de BMCE Bank of Africa comprenant le bilan, le hors bilan, le compte de produits et charges, l'état des soldes de gestion, le tableau des flux de trésorerie et l'état des informations complémentaires (ETIC) relatifs à la période du 1^{er} janvier au 31 décembre 2017. Cette situation provisoire qui fait ressortir un montant de capitaux propres et assimilés totalisant KMAD 26.683.739, dont un bénéfice net de KMAD 1.488.138, relève de la responsabilité des organes de gestion de l'émetteur.

Nous avons effectué notre mission selon les normes de la Profession au Maroc relatives aux missions d'examen limité. Ces normes requièrent que l'examen limité soit planifié et réalisé en vue d'obtenir une assurance modérée que la situation provisoire ne comporte pas d'anomalie significative. Un examen limité comporte essentiellement des entretiens avec le personnel de la société et des vérifications analytiques appliquées aux données financières il fournit donc un niveau d'assurance moins élevé qu'un audit. Nous n'avons pas effectué un audit et, en conséquence, nous n'exprimons donc pas d'opinion d'audit.

La banque dispose d'un stock d'actifs immobiliers hors exploitation, acquis principalement par voie de donations, pour un montant total de 5,5 milliards de dirhams au 31 décembre 2017. Compte tenu des risques inhérents à ces actifs immobiliers, et notamment des incertitudes liées à leurs valeurs de réalisation et à leurs délais d'écoulement, nous ne sommes pas en mesure de nous prononcer sur la valeur de ces actifs au 31 décembre 2017.

Sur la base de notre examen limité et sous réserve de l'incidence de la situation décrite au paragraphe ci-dessus, nous n'avons pas relevé de faits qui nous laissent penser que la situation provisoire, ci-jointe, ne donne pas un image fidèle du résultat des opérations de la période écoulée ainsi que de la situation financière et du patrimoine de BMCE Bank of Africa arrêtés au 31 décembre 2017, conformément au référentiel comptable admis au Maroc.

Casablanca, le 30 mars 2018

Ernst & Young

Les Commissaires aux Comptes

Abdelham BERRADA ALLAM
Associé

KPMG

Jamal SAAD EL IDRISSI
Associé

BMCE BANK OF AFRICA

Jamal SAAD EL IDRISSI
Associé

En milliers de DH

PASSIF	31/12/2017	31/12/2016
Banques centrales, Trésor public, Service des chèques postaux		
Dettes envers les établissements de crédit et assimilés	20 482 268	25 767 091
A vue	2 620 616	7 412 683
A terme	17 861 652	18 354 408
Dépôts de la clientèle	135 815 145	131 124 421
Comptes à vue créditeurs	75 986 426	71 264 402
Comptes d'épargne	22 621 427	21 371 211
Dépôts à terme	31 159 953	32 746 734
Autres comptes créditeurs	6 047 339	5 742 074
Titres de créance émis	12 565 911	12 076 677
Titres de créance négociables	10 156 422	9 512 638
Emprunts obligataires	2 409 489	2 564 039
Autres titres de créance émis		
Autres passifs	9 010 886	10 695 318
Provisions pour risques et charges	685 988	549 139
Provisions réglementées		
Subventions, fonds publics affectés et fonds spéciaux de garantie		
Dettes subordonnées	11 447 182	10 085 536
Ecarts de réévaluation		
Réserves et primes liées au capital	11 953 769	11 504 457
Capital	1 794 634	1 794 634
Actionnaires, Capital non versé (-)		
Report à nouveau (+/-)	16	62
Résultats nets en instance d'affectation (+/-)		
Résultat net de l'exercice (+/-)	1 488 138	1 324 971
TOTAL DU PASSIF	205 243 937	204 922 306

ÉTAT DES SOLDES DE GESTION

En milliers de DH

I - TABLEAU DE FORMATION DES RESULTATS	31/12/2017	31/12/2016
(+) Intérêts et produits assimilés	7 130 587	6 604 087
(-) Intérêts et charges assimilés	3 133 927	2 994 594
MARGE D'INTERET	3 996 660	3 609 493
(+) Produits sur immobilisations en crédit-bail et en location	12 362	
(-) Charges sur immobilisations en crédit-bail et en location	10 466	
RÉSULTAT DES OPÉRATIONS DE CRÉDIT-BAIL ET DE LOCATION	1 896	
(+) Commissions perçues	1 323 913	1 296 907
(-) Commissions servies	279 924	301 734
MARGE SUR COMMISSIONS	1 043 989	995 173
(+) Résultat des opérations sur titres de transaction	431 048	933 900
(+) Résultat des opérations sur titres de placement	28 223	20 704
(+) Résultat des opérations de change	229 468	241 039
(+) Résultat des opérations sur produits dérivés	7 097	6 746
RÉSULTAT DES OPÉRATIONS DE MARCHÉ	695 836	1 202 389
(+) Divers autres produits bancaires	727 474	574 946
(-) Diverses autres charges bancaires	257 723	245 633
PRODUIT NET BANCAIRE	6 208 130	6 136 373
(+) Résultat des opérations sur immobilisations financières	-25 679	203 177
(+) Autres produits d'exploitation non bancaire	215 861	110 043
(-) Autres charges d'exploitation non bancaire	68 879	260 170
(-) Charges générales d'exploitation	3 621 263	3 493 170
RESULTAT BRUT D'EXPLOITATION	2 708 172	2 696 248
(+) Dotations nettes des reprises aux provisions pour créances et engagements par signature en souffrance	-475 422	-759 142
(+) Autres dotations nettes des reprises aux provisions	-136 476	-61 774
RESULTAT COURANT	2 096 273	1 875 332
RESULTAT NON COURANT		
(-) Impôts sur les résultats	608 137	550 362
RESULTAT NET DE L'EXERCICE	1 488 138	1 324 971
II - CAPACITE D'AUTOFINANCEMENT	31/12/2017	31/12/2016
(+) RESULTAT NET DE L'EXERCICE	1 488 138	1 324 971
(+) Dotations aux amortissements et aux provisions des immobilisations incorporelles et corporelles	358 976	352 673
(+) Dotations aux provisions pour dépréciation des immobilisations financières	30 424	6 800
(+) Dotations aux provisions pour risques généraux	132 300	58 900
(+) Dotations aux provisions réglementées		
(+) Dotations non courantes		
(-) Reprises de provisions	7 383	229 230
(-) Plus-values de cession sur immobilisations incorporelles et corporelles	114 912	25 691
(+) Moins-values de cession sur immobilisations incorporelles et corporelles		
(-) Plus-values de cession sur immobilisations financières		67
(+) Moins-values de cession sur immobilisations financières	2 638	19 321
(-) Reprises de subventions d'investissement reçues		
(+) CAPACITE D'AUTOFINANCEMENT	1 890 181	1 507 676
(-) Bénéfices distribués	897 317	897 317
(*) AUTOFINANCEMENT	992 864	610 359

TABEAU DES FLUX DE TRÉSORERIE

En milliers de DH

	31/12/2017	31/12/2016
Produits d'exploitation bancaire perçus	8 868 707	9 786 279
Récupérations sur créances amorties	21 387	28 343
Produits d'exploitation non bancaire perçus	215 861	110 111
Charges d'exploitation bancaire versées	4 964 271	4 821 763
Charges d'exploitation non bancaire versées	71 516	279 491
Charges générales d'exploitation versées	3 262 287	3 140 496
Impôts sur les résultats versés	608 137	550 362
FLUX DE TRÉSORERIE NETS PROVENANT DU COMPTE DE PRODUITS ET CHARGES	199 744	1 132 622
Variation de		
Créances sur les établissements de crédit et assimilés	-747 286	-67 569
Créances sur la clientèle	-1 441 508	-2 662 105
Titres de transaction et de placement	5 579 948	-11 642 841
Autres actifs	-744 126	-71 170
Immobilisations données en crédit-bail et en location	-29 119	
Dettes envers les établissements de crédit et assimilés	-5 284 823	-5 477 145
Dépôts de la clientèle	4 690 724	9 918 618
Titres de créance émis	489 234	2 622 057
Autres passifs	-1 684 432	8 037 624
Solde des variations des actifs et passifs d'exploitation	828 612	657 469
FLUX DE TRÉSORERIE NETS PROVENANT DES ACTIVITES D'EXPLOITATION	1 028 356	1 790 091
Produit des cessions d'immobilisations financières		47 964
Produit des cessions d'immobilisations incorporelles et corporelles	600 624	43 039
Acquisition d'immobilisations financières		159 903
Acquisition d'immobilisations incorporelles et corporelles	685 680	1 638 835
Intérêts perçus	548 090	579 088
Dividendes perçus	635 095	511 645
FLUX DE TRÉSORERIE NETS PROVENANT DES ACTIVITES D'INVESTISSEMENT	1 098 129	-617 002
Subventions, fonds publics et fonds spéciaux de garantie reçus		
Emission de dettes subordonnées	1 361 646	1 878 636
Emission d'actions		
Remboursement des capitaux propres et assimilés		
Intérêts versés	859 884	706 366
Dividendes versés	897 317	897 317
FLUX DE TRÉSORERIE NETS PROVENANT DES ACTIVITES DE FINANCEMENT	-395 555	274 953
VARIATION NETTE DE LA TRÉSORERIE	1 730 931	1 448 042
TRÉSORERIE A L'OUVERTURE DE L'EXERCICE	4 147 681	2 699 639
TRÉSORERIE A LA CLOTURE DE L'EXERCICE	5 878 612	4 147 681



CRÉANCES SUR LES ÉTABLISSEMENTS DE CRÉDIT ET ASSIMILÉS

En milliers de DH

	Bank Al-Maghrib, Trésor Public et Services des chèques postaux	Banques au Maroc	Autres Ets. de crédit et assimilés au Maroc	Ets. de crédit à l'étranger	Total 31/12/2017	Total 31/12/2016
Comptes ordinaires débiteurs	4 314 236	1 646 441	541 723	5 412 900	11 915 300	6 726 072
Valeurs reçues en pension		3 426 909			3 426 909	2 844 215
Au jour le jour		3 016 602			3 016 602	
A terme		410 307			410 307	2 844 215
Prêts de trésorerie			778 631	3 497 350	4 275 981	5 565 352
Au jour le jour			345 119	2 098 699	2 443 818	
A terme			433 512	1 398 651	1 832 163	5 565 352
Prêts financiers		1 162 377	7 082 374	139 914	8 384 665	10 384 377
Autres créances	2 895 759	237 865		39 543	3 173 167	3 168 941
Intérêts courus à recevoir	2 923	2 625	3 405	3 685	12 638	21 486
Créances en souffrance						
TOTAL	7 212 918	6 476 217	8 406 133	9 093 392	31 188 660	28 710 443

CRÉANCES SUR LA CLIENTÈLE

En milliers de DH

	Secteur public	Secteur privé			Total 31/12/2017	Total 31/12/2016
		Entreprises financières	Entreprises non financières	Autres clientèles		
Crédits de trésorerie	209 261	1 415 473	23 648 025	1 488 850	26 761 609	31 743 678
Comptes à vue débiteurs	179 004	1 415 473	15 614 012	1 415 612	18 624 101	18 160 493
Créances commerciales sur le Maroc	18 399		3 839 816		3 858 215	4 183 463
Crédits à l'exportation			360 299		360 299	765 296
Autres crédits de trésorerie	11 858		3 833 898	73 238	3 918 994	8 634 426
Crédits à la consommation				9 586 255	9 586 255	9 742 758
Crédits à l'équipement	4 949 694		17 118 958		22 068 652	18 909 914
Crédits Immobiliers			10 632 047	29 778 220	40 410 267	37 666 171
Autres crédits de trésorerie	11 858	13 480 407	1 613 093		15 105 358	15 153 673
Créances acquises par affectation			860 845		860 845	668 927
Intérêts courus à recevoir	31 952	92 077	343 881	257 384	725 294	654 304
Créances en souffrance	5 066	5 066	1 777 976	799 843	2 582 885	2 120 232
Créances pré-douteuses		5 042	328 173	114 736	447 951	240 662
Créances douteuses			621 412	97 394	718 806	866 216
Créances compromises		24	828 391	587 713	1 416 128	1 013 353
TOTAL	5 202 765	14 993 023	55 994 825	41 910 552	118 101 165	116 659 656

VENTILATION DES TITRES DE TRANSACTION ET DE PLACEMENT ET DES TITRES D'INVESTISSEMENT PAR CATÉGORIE D'ÉMETTEUR

En milliers de DH

	Ets de crédit et assimilés	Emetteurs publics	Emetteurs privés		Total 31/12/2017	Total 31/12/2016
			Financiers	Non Financiers		
Titres cotés	814 533	15 178 231	18 709 123	195 401	34 897 287	40 050 355
Bons du Trésor et valeurs assimilées		15 178 231			15 178 231	17 410 813
Obligations	203 774		36 771	195 401	435 946	1 640 956
Autres titres de créance	610 759				610 759	1 667 976
Titres de propriété			18 672 352		18 672 352	19 330 611
Titres non cotés	1 792 323	84 079	103 638	203 197	2 183 237	2 610 118
Bons du Trésor et valeurs assimilées						
Obligations	1 777 962				1 777 962	2 000 036
Autres titres de créance			201 001	201 001	201 001	350 935
Titres de propriété						
Intérêts courus	14 361	84 079	103 638	2 196	204 274	259 147
TOTAL	2 606 855	15 262 310	18 812 761	398 598	37 080 524	42 660 473

CRÉANCES EN SOUFFRANCE SUR LA CLIENTÈLE SOCIALE

En milliers de DH

	Crédits par décaissement	Crédits par signature	Total	Provision pour crédits par décaissement	
				31/12/2017	31/12/2016
Créances pré-douteuses	515 030		515 030		67 079
Créances douteuses	1 388 224		1 388 224		669 418
Créances compromises	5 689 502		5 689 502		4 273 374
TOTAL	7 592 757		7 592 757		5 009 870

DÉTAIL DES AUTRES ACTIFS

En milliers de DH

ACTIF	31/12/2017		31/12/2016	
Instruments optionnels achetés	2 667		25 806	
Opérations diverses sur titres	170 848		57 401	
Débiteurs divers	1 311 808		638 436	
Sommes dues par l'Etat	733 591		471 412	
Sommes dues par les organismes de prévoyance				
Sommes diverses dues par le personnel	88 230		78 918	
Comptes clients de prestations non bancaires				
Divers autres débiteurs	489 987		88 106	
Valeurs et emplois divers	6 412		7 425	
Comptes de régularisation	1 200 830		1 219 371	
Comptes d'ajustement des opérations de hors bilan	10 087		102 135	
Contrepartie du résultat de change de hors bilan				
Contrepartie du résultat sur produits dérivés de hors bilan				
Contrepartie du résultat sur titres de hors bilan				
Comptes d'écart sur devises et titres				
Résultats sur produits dérivés de couverture				
Charges à répartir sur plusieurs exercices	181 255		235 046	
Comptes de liaison entre sièges, succ. et agences au Maroc	326 508		326 815	
Produits à recevoir et charges constatées d'avance	269 285		185 124	
Produits à recevoir	10 778		4 227	
Charges constatées d'avance	258 507		180 897	
Comptes transitoires ou d'attente débiteurs				
Autres comptes de régularisation	413 695		370 251	
Créances en souffrance sur opérations diverses				
TOTAL	2 692 565		1 948 439	

IMMOBILISATIONS INCORPORELLES ET CORPORELLES

En milliers de DH

	Montant brut au début de l'exercice	Reclassement Brut au cours de l'exercice	Montant des acquisitions au cours de l'exercice	Montant des cessions ou retraits au cours de l'exercice	Montant brut à la fin de l'exercice	Amortissements et/ou provisions				Montant net à la fin de l'exercice	
						Montant des amortissements et/ou provisions au début de l'exercice	Reclassement amortissement au cours de l'exercice	Dotation au titre de l'exercice	Montant des amortissements sur immobilisations sorties		
Immobilisations incorporelles	1 292 105		22 835	823 374	691 566	775 147		114 492	389 943	499 696	191 870
Droit au bail	95 906			97 113	97 113						97 113
Immobilisations en recherches et développement											
Autres immobilisations incorporelles d'exploitation	1 196 199		221 628	823 374	594 453	775 147		114 492	389 943	499 696	94 757
Immobilisations incorporelles hors exploitation											
Immobilisations corporelles	8 781 327		462 844	196 394	9 047 777	3 486 131		245 020	8 740	3 722 410	5 325 367
Immeubles d'exploitation	1 287 722	5 491	67 833	41 940	1 319 106	352 569		28 047	1 585	379 031	940 075
Terrain d'exploitation	185 399			2 024	183 375						183 375
Immeubles d'exploitation - Bureaux	1 102 323	5 491	67 833	39 916	1 135 731	352 569		28 047	1 585	379 031	756 699
Immeubles d'exploitation - Logements de fonctions											
Mobilier et matériel d'exploitation	1 773 082		99 665	46 981	1 825 766	1 498 982		64 091	1 149	1 561 924	263 842
Mobilier de bureau d'exploitation	479 232		63 454	46 817	495 868	339 350		19 782	1 000	358 132	137 736
Matériel de bureau d'exploitation	193 000		10 261	10 261	203 261	168 713		9 390		178 103	25 158
Matériel informatique	943 979		23 617	19	967 577	893 464		21 906	19	915 351	52 226
Matériel roulant rattaché à l'exploitation	54 294		440	144	54 589	17 225		9 758	130	26 853	27 736
Autres matériel d'exploitation	102 576		1 894		104 470	80 230		3 254		83 484	20 986
Autres immobilisations corporelles d'exploitation	1 983 104	-5 491	66 037	2 043 651	1 403 106	1 149 996		114 996		1 518 103	525 548
Immobilisation corporelles hors exploitation	3 737 419		229 309	107 473	3 859 255	231 472		37 886	6 006	263 352	3 595 903
Terrain hors exploitation	2 998 548		101 706	94 353	3 005 901						3 005 901
Immeubles hors exploitation	614 037		86 823	13 120	687 740	135 100		31 855	6 006	160 950	526 790
Mobilier et matériel hors exploitation	56 869		37 871	94 740	42 925	3 029		3 029		45 954	48 786
Autres immobilisations corporelles hors exploitation	67 965		2 909	70 874	70 874	53 447		3 002		56 448	14 426
TOTAL	10 073 432		685 680	1 019 768	9 739 343	4 261 277		359 512	398 684	4 222 106	5 517 238

VENTILATION DES TITRES DE TRANSACTION ET DE PLACEMENT ET DES TITRES D'INVESTISSEMENT

En milliers de DH

	Valeur comptable brute	Valeur actuelle	Valeur de remboursement	Plus-values latentes	Moins-values latentes	Provisions
Bons du Trésor et valeurs assimilées	14 187 876	14 185 068	14 185 068			2 808
Obligations	208 974	208 974	208 974			
Autres titres de créance	618 339	618 339	618 339			
Titres de propriété	18 672 354	18 672 352	18 672 352			3
Titres de placement	205 371	205 371	205 371			
Bons du Trésor et valeurs assimilées	106 132	106 132	106 132			
Obligations						
Autres titres de créance	99 239	99 239	99 239			
Titres de propriété						
Titres d'investissement	3 191 887	3 190 420	3 137 781		52 640	1 467
Bons du Trésor et valeurs assimilées	964 189	964 189	921 393		42 796	
Obligations	1 969 629	1 968 163	1 958 319		9 844	1 467
Autres titres de créance	258 069	258 069	258 069			
TOTAL	37 084 801	37 080 524	37 027 884		52 640	4 278

CRÉANCES SUBORDONNÉES

En milliers de DH

	Montant			Dont entreprises liées et apparentées	
	31/12/2017	31/12/2016	31/12/2017	31/12/2017	31/12/2016
Créances subordonnées aux établissements de crédit et assimilés	198 036		198 036	188 576	198 036
Créances subordonnées à la clientèle					



IMMOBILISATIONS DONNÉES EN CRÉDIT-BAIL, EN LOCATION AVEC OPTION D'ACHAT ET EN LOCATION SIMPLE

En milliers de DH

	Montant brut au début de l'exercice	Montant des acquisitions au cours de l'exercice	Montant des cessions ou retraits au cours de l'exercice	Montant brut à la fin de l'exercice	Amortissements		Dotation au titre de l'exercice	Provisions Reprises de provisions	Cumul des provisions	Montant net à la fin de l'exercice
					Dotation au titre de l'exercice	Cumul des amortissements				
Immobilisations données en crédit-bail et en location avec option d'achat	74 000	32 872		106 872	10 466	10 466				96 406
Crédit-bail sur immobilisations incorporelles										
Crédit-bail mobilier	74 000			74 000	10 466	10 466				63 534
Crédit-bail mobilier en cours										
Crédit-bail mobilier loué	74 000			74 000	10 466	0 466				63 534
Crédit-bail mobilier non loué après résiliation										
Crédit-bail immobilier		32 686		32 686						32 686
Crédit-bail immobilier en cours		32 686		32 686						32 686
Crédit-bail immobilier loué										
Crédit-bail immobilier non loué après résiliation										
Loyers courus à recevoir		186		186						186
Loyers restructurés										
Loyers impayés										
Créances en souffrance										
Immobilisations données en location simple										
Biens mobiliers en location simple										
Biens immobiliers en location simple										
Loyers courus à recevoir										
Loyers restructurés										
Loyers impayés										
Créances en souffrance										
TOTAL	74 000	32 872		106 872	10 466	10 466				96 406

DETTES ENVERS LES ÉTABLISSEMENTS DE CRÉDIT ET ASSIMILÉS

En milliers de DH

	Bank Al-Maghrib Trésor Public et Services des chèques postaux	Banques au Maroc	Autres Ets. de crédit et assimilés au Maroc	Ets. de crédit à l'étranger	Total 31/12/2017	Total 31/12/2016
Comptes ordinaires créditeurs		1 107 047	360 245	984 743	2 452 035	551 091
Valeurs reçues en pension	9 500 072				9 500 072	14 574 835
Au jour le jour						5 708 194
A terme	9 500 072				9 500 072	8 866 641
Emprunts de trésorerie		669 335	4 833 448	692 764	6 195 547	9 979 388
Au jour le jour		419 740		279 827	699 567	1 153 270
A terme		249 595	4 833 448	412 937	5 495 980	8 826 118
Emprunts financiers	12 641		2 265 519	297	2 278 457	515 928
Autres dettes	8 962	399	14 551		23 912	106 338
Intérêts courus à payer	15 013	2 802	11 784	2 646	32 245	39 511
TOTAL	9 536 688	1 779 583	7 485 547	1 680 450	20 482 268	25 767 091

DÉTAIL DES AUTRES PASSIFS

En milliers de DH

	31/12/2017	31/12/2016
ACTIF	31/12/2017	31/12/2016
Instruments optionnels vendus	531	6 445
Opérations diverses sur titres	5 826 824	7 535 825
Créditeurs divers	1 592 830	1 364 281
Sommes dues à l'Etat	1 058 941	789 529
Sommes dues aux organismes de prévoyance	47 640	52 852
Sommes diverses dues au le personnel	197 053	189 594
Sommes diverses dues aux actionnaires et associés	3 662	3 610
Fournisseurs de biens et services	18 718	18 044
Divers autres créditeurs	266 816	310 652
Comptes de régularisation	1 590 701	1 788 767
Comptes d'ajustement des opérations de hors bilan	58 623	171 191
Comptes d'écart sur devises et titres		
Résultats sur produits dérivés de couverture		
Comptes de liaison entre sièges, succ. et agences au Maroc	162 623	162 939
Charges à payer et produits constatés d'avance	201 567	234 471
Autres comptes de régularisation	1 167 888	1 220 166
TOTAL	9 010 886	10 695 318

PROVISIONS

En milliers de DH

	Encours 31/12/2016	Dotations	Reprises	Autres variations	Encours 31/12/2017
Provisions déduites de l'actif:	6 094 119	1 020 719	1 588 703	33 443	5 559 578
Créances sur les établissements de crédit et assimilés	58 621		5		58 616
Créances sur la clientèle	5 523 140	985 149	1 557 096	-1 000	4 950 192
Agios réservés	9 733		8 671		1 062
Titres de placements	15 995	5 146	15 548	-2 782	2 811
Titres de participation et emplois assimilés	480 219	30 424	2 248	37 034	545 429
Immobilisations en crédit-bail et en location					
Titres d'investissement	6 411		5 135	191	1 467
Provisions inscrites au Passif:	549 140	152 608	16 133	373	685 989
Provisions pour risques d'exécution d'engagements par signature	8 815	12 512	8 543		12 784
Provisions pour risques de change					
Provisions pour risques généraux	514 705	132 300			647 005
Provisions pour pensions de retraite et obligations similaires					
Provisions pour autres risques et charges	25 620	7 796	7 590	373	26 200
Provisions réglementées					
TOTAL GENERAL	6 643 259	1 173 327	1 604 836	33 816	6 245 567

SITUATION DES CERTIFICATS DE DÉPÔT NON ECHUS (ENCOURS) AU 31/12/2017

En milliers de DH

Ligne	Date début	Échéance	Taux	Volume
CD BMCE	09/04/2014	09/04/2018	2,64%	65 000,00
CD BMCE	30/04/2014	30/04/2018	4,40%	170 000,00
CD BMCE	30/04/2014	30/04/2019	4,55%	365 000,00
CD BMCE	08/05/2014	08/05/2019	4,50%	12 000,00
CD BMCE	04/02/2015	04/02/2018	3,10%	430 000,00
CD BMCE	11/04/2016	11/04/2018	2,45%	690 000,00
CD BMCE	18/04/2016	18/04/2018	2,45%	220 000,00
CD BMCE	15/07/2016	16/07/2018	2,63%	350 000,00
CD BMCE	28/11/2016	28/11/2018	2,70%	120 000,00
CD BMCE	20/12/2016	20/12/2019	3,00%	350 000,00
CD BMCE	29/03/2017	28/03/2018	2,55%	610 000,00
CD BMCE	29/03/2017	29/03/2019	2,75%	200 000,00
CD BMCE	29/03/2017	29/03/2020	2,80%	250 000,00
CD BMCE	13/04/2017	13/04/2019	2,75%	250 000,00
CD BMCE	13/04/2017	12/04/2018	2,55%	105 000,00
CD BMCE	18/04/2017	17/04/2018	2,55%	420 000,00
CD BMCE	18/04/2017	18/04/2019	2,75%	295 000,00
CD BMCE	02/05/2017	02/05/2019	2,75%	460 000,00
CD BMCE	08/05/2017	07/05/2019	2,55%	30 000,00
CD BMCE	08/05/2017	08/05/2019	2,75%	50 000,00
CD BMCE	02/06/2017	01/06/2018	2,55%	220 000,00
CD BMCE	02/06/2017	02/06/2019	2,85%	250 000,00
CD BMCE	18/07/2017	18/07/2018	2,65%	300 000,00
CD BMCE	23/11/2017	24/05/2018	2,38%	116 000,00
CD BMCE	23/11/2017	22/11/2018	2,52%	135 000,00
CD BMCE	23/11/2017	23/11/2019	2,62%	134 000,00
CD BMCE	23/11/2017	23/11/2020	2,75%	681 000,00
CD BMCE	18/12/2017	18/06/2018	2,50%	28 700,00
CD BMCE	18/12/2017	17/12/2018	2,70%	682 000,00
CD BMCE	18/12/2017	18/12/2019	2,90%	415 500,00
CD BMCE	18/12/2017	18/12/2020	3,00%	120 000,00
CD BMCE	25/12/2017	17/12/2018	2,75%	500 000,00
CD BMCE	26/12/2017	25/12/2018	2,75%	500 000,00
CD BMCE	28/12/2017	29/03/2018	2,55%	500 000,00
TOTAL				10 024 200,00

CAPITAUX PROPRES

En milliers de DH

	Encours 31/12/2016	Affectation du résultat	Autres variations	Encours 31/12/2017
Ecarts de réévaluation				
Réserves et primes liées au capital	11 504 457	427 700	21 612	11 953 768
Réserve légale	460 306			460 306
Autres réserves	6 137 732	427 700	21 612	6 587 044
Primes d'émission, de fusion et d'apport	4 906 418			4 906 418
Capital	1 794 634			1 794 634
Capital appelé	1 794 634			1 794 634
Capital non appelé				
Certificats d'investissement				
Fonds de dotations				
Actionnaires - Capital non versé				
Report à nouveau (+/-)	62	46		16
Résultats nets en instance d'affectation (+/-)				
Résultat net de l'exercice (+/-)	1 324 971			1 488 138
TOTAL	14 624 123	427 746	21 612	15 236 556

DETTES SUBORDONNÉES

En milliers de DH

Monnaie de l'emprunt	Montant en monnaie de l'emprunt	Cours	Taux	Durée	Conditions de remboursement anticipé, subordonnée et convertibilité	Montant de l'emprunt monnaie nationale en (contre-valeur DH)
DH	1 000 000	1	3,26%	10 ans		1 000 000
DH	150 000	1	5,95%	Perpétuel		150 000
DH	850 000	1	3,29%	Perpétuel		850 000
DH	950 000	1	2,90%	Perpétuel		950 000
DH	50 000	1	5,30%	Perpétuel		50 000
DH	160 000	1	6,18%	10 ans		160 000
DH	50 000	1	6,18%	10 ans		50 000
DH	790 000	1	3,85%	10 ans		790 000
DH	154 500	1	5,64%	10 ans		154 500
DH	845 500	1	3,45%	10 ans		845 500
DH	626 000	1	4,74%	10 ans		626 000
DH	1 374 000	1	2,98%	10 ans		1 374 000
DH	447 200	1	3,74%	10 ans		447 200
DH	78 900	1	3,74%	10 ans		78 900
DH	1 473 900	1	2,77%	10 ans		1 473 900
DH	200 000	1	7,05%	Perpétuel		200 000
DH	800 000	1	5,52%	Perpétuel		800 000
DH	400 000	1	3,13%	5 ans		400 000
EUR	70 000	11,1885	5,86%	10 ans		783 195
EUR	5 000	11,1885	5,90%	10 ans		55 943

ENGAGEMENTS DE FINANCEMENT ET DE GARANTIE

En milliers de DH

ENGAGEMENTS	31/12/2017	31/12/2016
Engagements de financement et de garantie donnés	21 644 322	23 258 857
Engagements de financement en faveur d'établissements de crédit et assimilés	469 741	370 797
Crédits documentaires import		
Acceptations ou engagements de payer		
Ouvertures de crédit confirmés	469 741	370 797
Engagements de substitution sur émission de titres		
Engagements irrévocables de crédit-bail		
Autres engagements de financement donnés		
Engagements de financement en faveur de la clientèle	6 934 207	8 773 032
Cr		



VALEURS ET SÛRETÉS REÇUES ET DONNÉES EN GARANTIE

En milliers de DH

Valeurs et sûretés reçues en garantie	Valeur comptable nette	Rubriques de l'Actif ou du Hors Bilan enregistrant les créances ou les engagements par signature donnés	Montants des créances ou des engagements par signature donnés couverts
Bons du Trésor et valeurs assimilées	10 130 046		
Autres titres	6 249 617		
Hypothèques	76 640 196		
Autres valeurs et sûretés réelles	197 212 706		
TOTAL	290 232 565		

Valeurs et sûretés données en garantie	Valeur comptable nette	Rubriques du Passif ou du Hors Bilan enregistrant les dettes ou les engagements par signature reçus	Montants des dettes ou des engagements par signature reçus couverts
Bons du Trésor et valeurs assimilées	11 411 142		
Autres titres	1 601 479		
Hypothèques			
Autres valeurs et sûretés réelles			
TOTAL	13 012 621		

VENTILATION DU TOTAL DE L'ACTIF, DU PASSIF ET DE L'HORS BILAN EN MONNAIE ÉTRANGÈRE

En milliers de DH

BILAN	Montant
Actif	34 705 856
Valeurs en caisse, Banques centrales, Trésor public, Service des chèques postaux	178 487
Créances sur les établissements de crédit et assimilés	20 730 361
Créances sur la clientèle	6 072 181
Titres de transaction et de placement et d'investissement	2 271 182
Autres actifs	143 035
Titres de participation et emplois assimilés	5 110 504
Créances subordonnées	198 036
Immobilisations données en crédit-bail et location	
Immobilisations incorporelles et corporelles	2 070
Passif	28 560 281
Banques centrales, Trésor public, Service des chèques postaux	
Dettes envers les établissements de crédit et assimilés	20 624 102
Dépôts de la clientèle	5 093 451
Titres de créance émis	1 909 489
Autres passifs	94 101
Subventions, fonds publics affectés et fonds spéciaux de garantie	
Dettes subordonnées	839 138
Hors bilan	9 258 456
Engagements donnés	6 686 390
Engagements reçus	2 572 066

MARGE D'INTÉRÊTS

En milliers de DH

	31/12/2017	31/12/2016
Intérêts perçus	7 130 586	6 604 088
Intérêts et produits assimilés sur opérations avec les établissements de crédit	688 569	640 634
Intérêts et produits assimilés sur opérations avec la clientèle	5 913 159	5 412 511
Intérêts et produits assimilés sur titres de créance	528 858	550 943
Intérêts servis	3 133 928	2 994 593
Intérêts et charges assimilés sur opérations avec les établissements de crédit	1 074 001	880 482
Intérêts et charges assimilés sur opérations avec la clientèle	1 602 087	1 743 350
Intérêts et charges assimilés sur titres de créance émis	457 840	370 761

COMMISSIONS

En milliers de DH

COMMISSIONS	31/12/2017	31/12/2016
Commissions perçues	1 323 913	1 296 907
Sur opérations avec les établissements de crédit		
Sur opérations avec la clientèle	536 266	517 972
Sur opérations de change	200 439	255 693
Relatives aux interventions sur les marchés primaires de titres	44 612	35 300
Sur produits dérivés		
Sur opérations sur titres en gestion et en dépôt	25 078	26 940
Sur moyens de paiement	353 749	318 759
Sur activités de conseil et d'assistance		
Sur ventes de produits d'assurances	45 885	48 413
Sur autres prestations de service	117 884	93 830
Commissions versées	279 924	301 735
Sur opérations avec les établissements de crédit		
Sur opérations avec la clientèle		
Sur opérations de change	144 382	187 926
Relatives aux interventions sur les marchés primaires de titres		
Sur produits dérivés	381	1 143
Sur opérations sur titres en gestion et en dépôt	28 690	23 197
Sur moyens de paiement	72 217	55 191
Sur activités de conseil et d'assistance		
Sur ventes de produits d'assurances		
Sur autres prestations de service	34 254	34 278

RÉSULTAT DES OPÉRATIONS DE MARCHÉ

En milliers de DH

PRODUITS ET CHARGES	31/12/2017	30/09/2016
Produits	1 481 259	2 401 073
Gains sur les titres de transaction	459 395	984 856
Plus-value de cession sur titres de placement	143 812	94 472
Reprise de provision sur dépréciation des titres de placement	15 548	44 249
Gains sur les produits dérivés	351 900	482 826
Gains sur les opérations de change	510 604	794 670
Charges	785 423	1 198 684
Pertes sur les titres de transaction	28 347	50 955
Moins valeur de cession sur titres de placement	125 990	102 021
Dotation aux provisions sur dépréciation des titres de placement	5 147	15 996
Pertes sur les produits dérivés	122 432	476 081
Pertes sur opérations de change	503 507	553 631
RESULTAT	695 836	1 202 389

CHARGES GÉNÉRALES D'EXPLOITATION

En milliers de DH

CHARGES	31/12/2017	31/12/2016
Charges de personnel	1 611 041	1 540 320
Impôts et taxes	97 581	99 018
Charges extérieures	1 553 665	1 501 158
Dotations aux amortissements et aux provisions des immobilisations corporelles et incorporelles	358 976	352 673

TITRES ET AUTRES ACTIFS GERES OU EN DÉPÔTS

En milliers de DH

	Nombre de comptes		Montants	
	31/12/2017	31/12/2016	31/12/2017	31/12/2016
Titres dont l'établissement est dépositaire	36 446	8 748	240 190 877	244 880 382
Titres gérés en vertu d'un mandat de gestion				
Titres d'OPCVM dont l'établissement est dépositaire	85	85	107 258 226	99 232 765
Titres d'OPCVM gérés en vertu d'un mandat de gestion				
Autres actifs dont l'établissement est dépositaire				
Autres actifs gérés en vertu d'un mandat de gestion				

PRODUITS SUR TITRES DE PROPRIÉTÉ

En milliers de DH

CATEGORIE DE TITRES	31/12/2017	31/12/2016
Titres de participation	9 905	17 106
Participations dans les entreprises liées	645 095	511 645
Titres de l'activité de portefeuille		
Emplois assimilés	72 474	46 196
TOTAL	727 474	574 947

PASSAGE DU RÉSULTAT NET COMPTABLE AU RÉSULTAT NET FISCAL

En milliers de DH

INTITULES	Montant
I- Résultat Net Comptable	1 488 138
Bénéfice net	800 777
Perte nette	192 640
II- Réintégration fiscales	16 399,09
1- Courantes	16 399,09
Dons et subventions	11 771,95
Cadeaux	6 539,42
Amortissement voitures non déductibles	25 630,00
Charges non déductibles	132 300,00
Provision pour risques généraux	608 137
2- Non courantes	645 095
Impôts sur les sociétés	608 137
III- Déductions fiscales	645 095
1- Courantes	645 095
Dividendes	
2- Non courantes	1 643 820
VI- Résultat net fiscal	608 137
Impôts sur les sociétés	
VI- Résultat net fiscal	
Reprise sur provisions pour investissements	

RÉSEAU

En nombre

RÉSEAU	31/12/2017	31/12/2016
Guichets permanents	733	723
Guichets périodiques		
Distributeurs automatiques de banque et guichets automatiques de banque	878	848
Succursales et agences à l'étranger	39	39
Bureaux de représentation à l'étranger	5	5

DÉTERMINATION DU RÉSULTAT COURANT APRÈS IMPÔTS

En milliers de DH

I- DÉTERMINATION DU RESULTAT	Montant
Résultat courant d'après le compte de produits et charges	2 096 274
(+) Réintégrations fiscales sur opérations courantes	192 640
(-) Déductions fiscales sur opérations courantes	645 302
(=) Résultat courant théoriquement imposable	1 643 612
(-) Impôt théorique sur résultat courant	608 137
(=) Résultat courant après impôts	1 488 137

II. INDICATIONS DU RÉGIME FISCAL ET DES AVANTAGES OCTROYÉS PAR LES CODES DES INVESTISSEMENTS OU PAR DES DISPOSITIONS LÉGALES SPÉCIFIQUES

DÉTAIL DE LA TAXE SUR LA VALEUR AJOUTÉE

En milliers de DH

	Solde au début de l'exercice (1)	Opérations comptables de l'exercice (2)	Déclarations de TVA de l'exercice (3)	Solde Fin d'exercice (4=1+2-3)
A- TVA collectée	98 694	792 717	782 219	109 191
B- TVA à récupérer	69 846	253 878	261 657	62 067
Sur charges	58 903	197 770	207 476	49 197
Sur immobilisations	10 943	56 108	54 181	12 870
C- TVA due ou crédit de TVA (A-B)	28 848	538 839	520 562	47 124

RÉPARTITION DU CAPITAL SOCIAL

MONTANT DU CAPITAL : 1 794 633 900 DH

VALEUR NOMINALE DES TITRES : 10 DH

Nom des principaux actionnaires ou associés	Adresse	Nombre de titres détenus		Part du capital détenue (%)	Pourcentage des droits de vote (%)
		Exercice précédent	Exercice actuel		
A- Actionnaires marocains					
RMA WATANYA	67 Avenue des FAR - Casablanca	53 541 983	53 600 192	29,87%	29,87%
SFCM	239, Bd Mohamed V	907 205	907 205	0,51%	0,51%
FINANCECOM	69 Avenue des FAR - Casablanca	10 705 351	10 705 251	5,97%	5,97%
CIMR	100, Bd Abdelmoumen - Casablanca	7 348 804	7 371 263	4,11%	4,11%
CDG **		17 138 328	17 138 328	9,55%	9,55%
MAMDA/ MCMA	16 Rue Abou Inane -Rabat	8 112 366	9 395 899	5,24%	5,24%
Personnel BMCE		2 330 943	2 481 327	1,38%	1,38%
SBVC et divers		32 349 356	30 834 871	17,18%	17,18%
TOTAL (1)		132 434 336	132 434 336	73,79%	73,79%
B- Actionnaires étrangers					
Banque fédérative du crédit mutuel		47 029 054	47 029 054	26,21%	26,21%
TOTAL		179 463 390	179 463 390	100%	100%

AFFECTATION DES RÉSULTATS INTERVENUE AU COURS DE L'EXERCICE

En milliers de DH

A- Origine des résultats affectés	Montant	B- Affectation des résultats	Montant
Décision du : 23 mai 2017			
Report à nouveau	62	Réserves légales	
Résultats nets en instance d'affectation		Dividendes	897 317
Résultats net de l'exercice	1 324 971	Autres affectations	427 716
Prélèvement sur les bénéfices			
Autres prélèvements			
TOTAL A	1 325 033	TOTAL B	1 325 033

RÉSULTATS ET AUTRES ELEMENTS DES TROIS DERNIERS EXERCICES

En milliers de DH

	31/12/2017	31/12/2016	31/12/2015
Capitaux propres et assimilés	26 683 739	24 709 660	22 410 398
Opérations et résultats de l'exercice			
Produit net bancaire	6 208 130	6 136 373	5 374 331
Résultat avant impôts	1 938 774	1 875 332	1 622 471
Impôts sur les résultats	608 137	550 362	318 435
Bénéfices distribués	897 317	897 317	789 639
Résultats non distribués (mis en réserves ou en instance d'affectation)			
Résultat par titre (en MAD)			
Résultat net par action ou part sociale			
Bénéfice distribué par action ou part sociale	5	5	4
Personnel			
Montants des rémunérations brutes de l'exercice	1 611 041	1 540 320	1 455 087
Effectif moyen des salariés employés pendant l'exercice	5 370	5 031	4 909

DATATION ET ÉVÉNEMENTS POSTÉRIEURS

I- DATATION	31/12/2017
Date de clôture (1)	31/12/2017
Date d'établissement des états de synthèse (2)	
(1) Justification en cas de changement de la date de clôture de l'exercice	
(2) Justification en cas de dépassement du délai réglementaire de trois mois prévu pour l'élaboration des états de synthèse	
II. ÉVÉNEMENTS NÉS POSTÉRIEUREMENT À LA CLÔTURE DE L'EXERCICE NON RATTACHABLES À CET EXERCICE ET CONNUS AVANT LA 1ÈRE COMMUNICATION EXTERNE DES ÉTATS DE SYNTHÈSE	
Dates	Indications des événements
	Favorables
	Défavorables

EFFECTIFS

En nombre

EFFECTIFS	31/12/2017	31/12/2016
Effectifs rémunérés	5 370	5 031
Effectifs utilisés	5 370	5 031
Effectifs équivalent plein temps	5 370	5 031
Effectifs administratifs et techniques (équivalent plein temps)		
Effectifs affectés à des tâches bancaires (équivalent plein temps)		
Cadres (équivalent plein temps)	3 575	3 337
Employés (équivalent plein temps)	1 795	1 694
Dont effectifs employés à l'étranger	46	49

VENTILATION DES EMPLOIS ET DES RESSOURCES SUIVANT LA DURÉE RESIDUELLE

En milliers de DH

	D < 1 mois	1 mois < D < 3 mois	3 mois < D < 1 an	1 an < D < 5 ans	D > 5 ans	Total
Actif						
Créances sur les établissements de crédit et assimilés	4 307 504	3 196 192	2 125 200	5 097 675	1 740 504	16 467 075
Créances sur la clientèle	17 979 308	14				



COMPTES DE LA CLIENTÈLE

COMPTES DE LA CLIENTÈLE	En nombre	
	31/12/2017	31/12/2016
Comptes courants	110 204	101 319
Comptes chèques des marocains résidant à l'étranger	286 947	281 612
Autres comptes chèques	1 211 682	1 139 063
Comptes d'affacturage		
Comptes d'épargne	889 960	840 156
Comptes à terme	10 360	10 810
Bons de caisse	1 574	1 521
Autres comptes de dépôts		

AUTRES PRODUITS ET CHARGES

Autres produits et charges	En milliers de DH	
	31/12/2017	31/12/2016
Produits et charges		
Autres produits et charges bancaires	358 628	910 718
Autres produits bancaires	1 681 698	2 656 764
Autres charges bancaires	1 323 070	1 746 046
Produits et charges d'exploitation non bancaires	144 345	-169 380
Produits d'exploitation non bancaires	215 861	110 111
Charges d'exploitation non bancaires	71 516	279 491
Autres charges		
Dotations aux provisions et pertes sur créances irrécouvrables	2 246 036	1 225 203
Autres produits		
Reprises de provisions et récupérations sur créances amorties	1 611 098	626 712

TITRES DE PARTICIPATION AU 31/12/2017

TITRES DE PARTICIPATION	Secteur d'activité	Nombre de titres	Capital social	Participation au capital en %	Prix d'acquisition global	Provisions	Valeur comptable nette
TITRES DE PARTICIPATION							
RADIO MEDITERRANEE	AUDIOVISUEL	708 260	196 650 000	36,02	70 827		70 827
CASABLANCA FINANCE CITY AUTHORITY	GEST. DE LA PLACE FINANCIERE DE CASABLANCA	500 000	400 000 000	12,50	50 000		50 000
TANGER MED ZONE	STÉ D'AMÉNAGEMENT	443 396	506 650 000	8,75	44 340		44 340
EMAT	STÉ HOLDING	80 473	8 047 300	100,00	30 365	30 365	
FONCIERE EMERGENCE	PROM, IMMOBILIER INDUSTRIEL ET DE SERVICES	338 436	420 059 000	8,06	33 844		33 844
ECOPARC DE BERRECHID	STÉ D'AMÉNAGEMENT	120 000	55 000 000	21,82	12 000		12 000
CENTRE MONETIQUE INTERBANCAIRE	GESTION MONÉTIQUE	109 990	98 200 000	11,20	11 000		11 000
FONDS DE GARANTIE DE LA COMMANDE PUBLIQUE	FONDS D'INVESTISSEMENT	100 000	100 000 000	10,00	10 000		10 000
MOROCCAN INFORMATION TECHNO PARC CIE	GEST.IM.TECHNO PARC	56 500	46 000 000	12,28	5 650		5 650
MARTKO (MAGHREB ARAB TRADING C*)	ETS FINANCIER	12 000	600 000 USD	20,00	971	971	
AFRICA CO-DEVELOPMENT GROUP	ASSURANCE	20 001	10 000 000	20,00	500		500
MITC CAPITAL	GEST, FONDS MNF	4 000	2 000 000	20,00	400		400
STE RECOURS	STÉ DE RECOUVREMENT	3 750	2 500 000	15,00	375	375	
511 TITRES DE PARTICIPATION					270 271	31 710	238 560
TITRES DES ENTREPRISES LIÉES							
BOA GROUP	ETS DE CRÉDIT/ÉTRANGER	437 837	93 154 535	72,85	3 047 545		3 047 545
BBI	ETS DE CRÉDIT/ÉTRANGER	157 659 285	157 659 285	100,00	1 995 882		1 995 882
STE SALAFIN	CRÉDIT À LA CONSOMMATION	1 790 432	239 449 700	74,77	628 635		628 635
LITTORAL INVEST	SOCIÉTÉ IMMOBILIÈRE	26 000	2 600 000	100,00	450 000		450 000
MAGHREBAIL	CRÉDIT BAIL	726 220	138 418 200	52,47	370 770		370 770
LOCASOM	LOCATION LONGUE DURÉE	784 768	83 042 900	94,50	336 882		336 882
AFRICA MOROCCO LINKS	TRANSPORT MARITIME	1 632 000	320 000 000	51,00	163 200	30 000	133 200
O TOWER	STÉ D'AMÉNAGEMENT	1 560 000	260 000 000	60,00	156 000		156 000
BANK AL-TAMWEEL WA AL-INMA - BTI	BANQUE PARTICIPATIVE	2 040 000	400 000 000	51,00	153 000		153 000
BANQUE DE DEVELOPPEMENT DU MALI	ETS DE CRÉDIT ÉTRANGER	121 726	25 000 000 000 FCFA	32,38	141 121		141 121
HANOUTY	DISTRIBUTION	76 486	16 767 900	45,60	121 815	121 815	
BMCE CAPITAL	BANQUE D'AFFAIRES	100 000	100 000 000	100,00	100 000		100 000
STE CONSEIL INGENIERIE ET DEVELOPPEMENT	BUREAU D'ÉTUDE	155 437	40 000 000	38,85	90 192		90 192
LCB BANK	ETS DE CRÉDIT ÉTRANGER	370 000	10 000 000 000 FCFA	37,00	78 599		78 599
RIVAD ALNOUR	HÔTELLERIE	3 000	300 000	100,00	78 357		78 357
SOCIÉTÉ D'AMÉNAGEMENT TANGER TECH - SA-TT	STÉ D'AMÉNAGEMENT	4 000 000	500 000 000	80,00	62 500		62 500
MAROC FACTORING	FACTORING	450 000	45 000 000	100,00	51 817		51 817
GLOBAL NETWORK SYSTEMS HOLDING	TRAITEMENT DE L'INFORMATION	116 000	11 600 000	100,00	46 591		46 591
BMCE EUROSERVICES	ETS FINANCIER	3 768	4 831 000	78,00	42 158		42 158
BMCE IMMOBILIER	SCI	200 000	20 000 000	100,00	29 700		29 700
RM EXPERTS	RECOUVREMENT CRÉANCES	200 000	20 000 000	100,00	20 000		20 000
DOCUPRINT (STA)	STÉ DE SERVICE	50 000	5 000 000	100,00	19 000		19 000
ACMAR	ASSURANCES ET SERVICE	100 000	50 000 000	20,00	10 001		10 001
SONORMA	SOCIÉTÉ IMMOBILIÈRE	600	100 000	60,00	8 280		8 280
BMCE CAPITAL BOURSE (MAROC INTER TITRES)	STÉ DE BOURSE	67 500	10 000 000	67,50	6 750		6 750
STE FINANCIERE ITALIE	SOCIÉTÉ FINANCIÈRE	600 000	600 000 EURO	100,00	6 713	6 713	
BMCE CAPITAL GESTION (MARFIN)	GESTION OPCVM	250 000	25 000 000	100,00	6 443		6 443
EURAFRIC INFORMATION	SERVICE INFORMATIQUE	41 000	10 000 000	41,00	4 100		4 100
BMCE ASSURANCES	ASSURANCES	15 000	1 500 000	100,00	3 025		3 025
IT INTERNATIONAL SERVICE	STÉ DE SERVICE INFORMATIQUE	3 100	31 000 EURO	100,00	347		347
MORAD IMMO	PROMOTION IMMOBILIÈRE	100	10 000	100,00	10		10
AKENZA IMMO	PROMOTION IMMOBILIÈRE	100	10 000	100,00	10		10
SAISS IMMO NEJMA	PROMOTION IMMOBILIÈRE	100	10 000	100,00	10		10
SUX HILL PRIMERO	PROMOTION IMMOBILIÈRE	100	10 000	100,00	10		10
SUX HILL SECONDO	PROMOTION IMMOBILIÈRE	100	10 000	100,00	10		10
SUX HILL TERCIO	PROMOTION IMMOBILIÈRE	100	10 000	100,00	10		10
NOUACER CITY IMMO	PROMOTION IMMOBILIÈRE	100	10 000	100,00	10		10
MOHIT IMMO	PROMOTION IMMOBILIÈRE	100	10 000	100,00	10		10
IKAMAT TILILA	PROMOTION IMMOBILIÈRE	1 000	100 000	100,00	10		10
512 TITRES DE PARTICIPATION DANS LES ENTREPRISES LIÉES					8 229 505	158 528	8 070 976
TITRES DE L'ACTIVITÉ DU PORTEFEUILLE							
PROPARCO	ETS CRÉDIT MULTI-NATIONAL	1 082 935	693 079 200 EUR	2,50	179 514		179 514
E.S.F.G.	ETS CRÉDIT /ÉTRANGER	923 105	207 075 338 EUR	0,45	178 394	178 394	
E.S.I	ETS CRÉDIT /ÉTRANGER	467 250	500 400 000 EUR	0,93	153 568	153 568	
UBAE ARAB ITALIAN BANK	ETS CRÉDIT/ÉTRANGER	63 032	159 860 800 EUR	4,34	74 116		74 116
AMETHIS FINANCE LUXEMBOURG	STÉ D'INVEST EN CAPITAL À RISQUE	4 868	238 095 238 EUR	2,10	54 454		54 454
BOURSE DE CASABLANCA	BOURSE DES VALEURS	310 014	387 517 900	8,00	31 373		31 373
MAROC NUMERIC FUND	FONDS D'INVESTISSEMENT	150 000	75 000 000	20,00	15 000	7 566	7 434
BANQUE MAGHREBINE D'INVEST ET DU COMMERCE EXT	ETS CRÉDIT	6 000	150 000 000 USD	4,00	13 991		13 991
FONDS D'INVESTISSEMENT DE L'ORIENTAL	FONDS D'INVESTISSEMENT	107 500	150 000 000	7,17	10 750	5 395	5 355
INMAA SA	SOCIÉTÉ DE SERVICE	53 333	20 000 000	26,67	5 333	2 323	3 010
AFREXIM BANK (AFRICAN IMPORT EXPORT)	ETS CRÉDIT /ÉTRANGER	30	378 488 000 USD	0,079	2 877		2 877
FONDS MONÉTAIRE ARABE (ARAB TRADE FINANCING PROGRAM)	ETS FINANCIER	50	986 880 000 USD	0,03	2 798		2 798
FIROGEST	FONDS D'INVESTISSEMENT	2 500	2 000 000	12,50	250		250
SOCIÉTÉ MAROCAINE DE GESTION DES FONDS DE GARANTIE BANCAIRE	GESTION DES FONDS DE GARANTIE	588	1 000 000	5,88	59		59
515 TITRES DE L'ACTIVITÉ DE PORTEFEUILLE					722 478	347 245	375 233
AUTRES TITRES DE PARTICIPATION							
CFG GROUP	BANQUE D'INVESTISSEMENT	285 065	367 762 900	7,75	103 997		103 997
MUTANDIS SCA	FONDS D'INVESTISSEMENT	832 458	680 405 100	12,23	96 807		96 807
MUTANDIS AUTOMOBILE SCA	DISTRIBUTION AUTOMOBILE	846 892	630 000 000	13,44	91 359		91 359
ROYAL RANCHES MARRAKECH	PROMOT. IMMOBILIÈRE ET TOURISTIQUE	106 667	800 000 000	13,33	60 000		60 000
VIGEO	CONSEIL FINANCIER	24 000	12 054 940 EUR	3,98	5 370		5 370
SOGEOS	STÉ D'AMÉNAGEMENT	46 216	35 000 000	13,20	4 622		4 622
LA CELLULOSE DU MAROC	PÂTE À PAPIER	52 864	700 484 000	0,75	3 393	3 393	
SMAEX	ASSURANCES ET SERVICE	22 563	50 000 000	4,51	1 690		1 690
FRUMAT	AGRO-ALIMENTAIRE	4 000	13 000 000	3,08	1 450	1 450	
STE IMMOBILIÈRE SIEGE GPBM	IMMOBILIER	12 670	19 005 000	6,67	1 267		1 267
STE D'AMÉNAGEMENT DU PARC INDUSTRIE	STÉ D'AMÉNAGEMENT	10 000	60 429 000	1,65	1 000		1 000
MAROCLEAR	DÉPOSITAIRE CENTRAL	803	100 000 000	4,02	803		803
STE IPE	ÉDITION ET IMPRESSION	8 013	10 000 000	8,01	801		801
CASABLANCA PATRIMOINE S.A	DÉVELOPPEMENT LOCAL	5 000	31 000 000	1,61	500		500
GECOTEX	INDUSTRIE	5 000	10 000 000	5,00	500	500	
SOCIÉTÉ ALLICOM MAROC	INDUSTRIE	5 000	20 000 000	2,50	500	500	
DAR ADDAMANE	ORGANISMES DE GARANTIE	9 610	75 000 000	0,64	481		481
PORNET	SERVICE INFORMATIQUE	1 800	6 000 000	3,00	180		180
SINCOMAR	AGRO-ALIMENTAIRE	494	37 440 000	0,13	49	49	
SWIFT	STÉ DE SERVICE	23	434 020 000 EUR	0,01	24		24
DYAR AL MADINA	CIE IMMOBILIÈRE	640	20 000 000	0,32	9		9
RMA	ASSURANCES	5	1 796 170 800		2		2
RISMA	TOURISME	10	1 432 694 700	0,00010	2		2
516-9 AUTRES TITRES DE PARTICIPATION					374 807	5 893	368 915
COMPTES COURANTS D'ASSOCIÉS							
RYAD ENNOUR					471 643		471 643
MORAD IMMO					372 314		372 314
O TOWER					244 049		244 049
AKENZA IMMO					46 784		46 784
SUX HILL SECONDO					47 954		47 954
SAISS IMMO NEJMA					42 650		42 650
BMCE IMMOBILIER					38 000		38 000
SUX HILL PRIMERO					25 684		25 684
SUX HILL TERCIO					14 437		14 437
MARTCO					1 500	1 500	
SIÈGE G.P.B.M.					723		723
ALLICOM MAROC					552	552	
514 AUTRES EMPLOIS ASSIMILÉS					1 306 289	2 052	1 304 237
TOTAL GÉNÉRAL					10 903 350	545 429	10 357 921

Sont assortis de la mention "Néant" pour l'exercice 2017, les états suivants :
- Etat des dérogations ;

- Etat des changements de méthodes ;
- Subventions, fonds publics affectés et fonds spéciaux de garantie.